PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

APEM

Société anonyme au capital de 10 192 574,70 €.
Siège social : 55, avenue Edouard Herriot, 82303 Caussade Cedex.
342 898 384 R.C.S. Montauban.

Documents comptables annuels.

A.- Comptes sociaux.

I.- Bilan au 31 décembre 2005.

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/05			31/12/04
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles :				
Concessions, brevets, licences, marques	1 135	1 056	79	37
Immobilisations corporelles :				
Terrains	396	112	284	294
Constructions	3 612	2 949	663	756
Installations techniques, matériel et outillage	16 246	13 623	2 623	2 768
Autres immobilisations corporelles	1 214	842	372	208
Immobilisations corporelles en cours	70		70	30
Avances et acomptes	101		101	0
Immobilisations financières :				
Participations	15 923	5 319	10 604	10 345

Créances rattachées à des participations	885		885	777
Autres immobilisations financières	1 492	7	1 485	151
Total I	41 074	23 908	17 166	15 366
Stocks et en-cours :				
Matières premières et autres approvisionnements	4 284	645	3 639	2 999
En-cours de production de biens et services	1 430	50	1 380	1 815
Produits intermédiaires et finis	4 869	1 077	3 792	2 951
Marchandises	445	255	190	279
Créances clients et comptes rattachés	8 045	37	8 008	8 126
Autres créances	5 426		5 426	4 464
Valeurs mobilières de placement			0	2 724
Disponibilités	1 652		1 652	1 188
Charges constatées d'avance	269		269	280
Total II	26 420	2 064	24 356	24 826
Ecart de conversion actif (III)	280		280	410
Total général (I + II + III)	67 774	25 972	41 802	40 602

Passif	**31/12/05**	**31/12/04**
Capital	10 193	10 152
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 092	998
Réserve légale	1 015	998
Autres réserves	379	379
Report à nouveau	13 697	9 319
Résultat de l'exercice	4 514	7 025
Total I	30 890	28 871
Provisions pour risques	408	557
Provisions pour charges	1 293	1 356
Total II	1 701	1 913
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	713	1 737
Autres emprunts et dettes financières divers	2	13
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 882	4 569
Dettes fiscales et sociales	2 981	3 057
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	255	116
Autres dettes	372	325
Produits constatés d'avance		
Total III	9 205	9 817

Ecart de conversion passif (IV) .	6	1
Total général (I + II + III + IV)	41 802	40 602

II.- Compte de résultat de l'exercice.

(en milliers d'euros.)

	31/12/05	**31/12/04**
Produits d'exploitation :		
Vente de marchandises	924	879
Production vendue	32 095	34 116
Montant net du chiffre d'affaires	33 019	34 995
Production stockée	596	33
Production immobilisée	210	227
Reprises provisions et amortissements	144	165
Transferts de charges	281	63
Autres produits	40	1
Total I	34 290	35 484
Charges d'exploitation :		
Achats de marchandises	643	479
Variation de stock	- 73	55
Achat matières premières et autres approvisionnements	9 948	10 316
Variation de stock	- 731	- 628
Autres achats et charges externes	9 128	9 687
Impôts, taxes et assimilés	1 255	1 112
Salaires et traitements	7 760	7 512
Charges sociales	2 904	2 857
Dotation aux amortissements et aux provisions :		
Sur immobilisations : dotation aux amortissements	1 042	1 016
Sur actifs circulants : dotation aux provisions	535	119
Pour risques et charges : dotation aux provisions	100	423
Autres charges	48	84
Total II	32 559	33 032
Résultats d'exploitation (I – II)	1 731	2 452
Produits financiers :		
Participation	3 133	5 893
Autres intérêts et produits assimilés	132	74
Reprises sur provisions et transferts de charges	419	862
Différences positives de change	76	53
Produit net sur cession de valeurs mobilières de placement	27	42
Total III	3 787	6 924
Charges financieres :		
Dotation aux amortissements et aux provisions	280	935
Intérêts et charges assimilés	141	153
Différences négatives de change	46	190

Total IV	467	1 278
Résultat financier (III - IV)	3 320	5 646
Résultat courant	5 051	8 098
Produits exceptionnels :		
Sur opérations de gestion	5	25
Sur opérations en capital	3	12
Reprises de provisions et tranferts de charges	118	129
Total V	126	166
Charges exceptionnelles :		
Sur opérations de gestion		82
Sur opérations en capital	284	17
Dotation aux amortissements et provisions	15	70
Total VI	299	169
Résultat exceptionnel (V – IV)	- 173	- 3
Participation et intéressement des salariés (VII)		122
Impôts sur les bénéfices (VIII)	364	948
Résultat net	4 514	7 025

III.- Projet d'affectation du résultat.

(En euros.)

Le conseil d'administration propose d'affecter le bénéfice net de l'exercice s'élevant à 4 513 963,27 € de la manière suivante :
Au compte « réserve légale » : 4 096,40 € ;
A la distribution d'un dividende global : 3 239 427,50 € ;
Au compte « report à nouveau » : 1 270 439,37 €.
Le report à nouveau s'élève à 13 696 892,57 € et le report à nouveau cumulé s'établit à 14 967 331,94 €.

IV.- Annexe aux comptes sociaux.

1. – Principes généraux.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :
- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables ;
- Indépendance des exercices,
et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels selon le plan comptable général 1999.
La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2. – Modes et méthodes appliqués aux différents postes du bilan et du compte de résultat.

2.1. Immobilisations :
- Immobilisations incorporelles :
* Les brevets sont amortis linéairement de trois à dix ans ;
* Les logiciels sont amortis linéairement sur trois ans.
Dans un souci de prudence, il a été décidé de passer, à partir de 1994, en charges de l'exercice, les frais d'études non adossés à des avances remboursables des organismes d'état.
- Immobilisations corporelles :
* les immobilisations corporelles figurent au bilan pour leur valeur historique d'acquisition. Le principe de l'approche par composants a fait l'objet d'une analyse au terme de laquelle aucun impact significatif n'a été identifié ;
* la production immobilisée (matériel de production et agencement créés par les services internes de l'entreprise) est comptabilisée dans les immobilisations au coût de production sans incorporation de frais financiers ;
* les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée prévue d'utilisation (pour les valeurs apportées, en fonction du temps restant à courir).
La durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations, dont les principales sont les suivantes :
Aménagements des terrains : 5 à 15 ans ;
Constructions : 15 à 20 ans ;
Installations techniques : 5 à 10 ans ;

Autres immobilisations corporelles : 3 à 10 ans.
- Immobilisations financières :
* les titres, prêts et autres immobilisations financières sont enregistrés à leur valeur d'origine ;
* les titres de participation ne font l'objet d'une provision pour dépréciation que s'ils sont justifiés d'une dépréciation réelle par rapport à leur valeur d'usage. Cette valeur d'usage est déterminée essentiellement en fonction de l'actif net de la société et en fonction de sa valeur de rentabilité et de ses perspectives d'avenir.

2.2. Stocks. - Les stocks sont évalués de la manière suivante :
- la matière est déterminée selon le dernier prix d'achat connu ou au prix moyen pondéré, majoré par un coefficient d'approche ;
- la main-d'oeuvre est représentée par le coût horaire sortie usine ;
- les frais financiers ne sont pas inclus dans les stocks ;
- les provisions pour dépréciation sont déterminées en fonction de la rotation des stocks ou d'une évaluation au cas par cas pour ce qui concerne les produits spécifiques destinés à un client unique ;
- le taux de rotation est déterminé par le nombre de mois de consommation de la quantité en stock.

2.3. Créances. - Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances sur les clients douteux sont provisionnées à hauteur du risque encouru lorsque la situation du débiteur fait apparaître une forte probabilité de non-remboursement.

2.4. Actifs financiers courants. - Ce poste comprend les titres représentatifs d'un emploi temporaire de trésorerie. Leur valeur d'utilité est appréciée, pour les Sicav et FCP, sur la base du cours au 31 décembre. La méthode de comptabilisation est le Fifo.

2.5. Ecarts de conversion. - Les créances et dettes en devises sont évaluées au dernier cours de change, à la clôture de la période. La différence résultant de l'écart entre la valeur issue du dernier cours de change et la valeur de comptabilisation est portée au bilan en « écarts de conversion ». Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risques.

2.6. Indemnités de départ à la retraite. - Les indemnités de départ à la retraite des salariés sont provisionnées ou couvertes par une compagnie d'assurances et correspondent au montant actualisé et probabilisé des indemnités conventionnelles, inhérentes aux départs en retraite, augmentées des charges assises sur les rémunérations.

3. – Notes sur le bilan.

(En milliers d'euros.)

3.1. Immobilisations incorporelles :

	Valeur brute au 01/01/05	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 31/12/05
Immobilisations :				
Concessions, brevets, licences, logiciels	1 085	72	22	1 135
Total	1 085	72	22	1 135
Amortissements et provisions :				
Concessions, brevets, licences, logiciels	1 048	29	21	1 056
Total	1 048	29	21	1 056

3.2. Immobilisations corporelles :

	Valeur brute au 01/01/05	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 31/12/05
Immobilisations :				
Terrains	396			396
Constructions	3 570	52	10	3 612
Installations techniques, matériel et outillage	15 628	629	11	16 246
Autres immobilisations corporelles	1 138	254	178	1 214

Immobilisations corporelles en cours				
	30	70	30	70
Avances et acomptes		101		101
Total	20 762	1 106	229	21 639
Amortissements et provisions :				
Terrains	102	10		112
Constructions	2 814	145	10	2 949
Installations techniques, matériel et outillage				
	12 860	774	11	13 623
Autres immobilisations corporelles	930			
		85	173	842
Total	16 706	1 014	194	17 526

3.3. Immobilisations financières :

	Valeur brute au 01/01/05	**Augmentation**	**Diminution**	**Valeur brute au 31/12/05**
Immobilisations :				
Participations	15 664	259		15 923
Créances rattachées à des participations		386		
	777		278	885
Autres immobilisations financières	167		152	
		1 477		1 492
Total	16 608	2 122	430	18 300
Dépréciations :				
Participations	5 319			5 319
Autres immobilisations financières	16			
			9	7
Total	5 335		9	5 326

3.4. Immobilisations en crédit-bail. - Néant.

3.5. Stock et en-cours :

	Valeur nette au 31/12/05	**Valeur nette au 31/12/04**
Matières premières et autres approvisionnements	3 639	2 999
En-cours de production	1 380	1 815
Produits intermédiaires et finis	3 792	2 951
Marchandises	190	279
Total	9 001	8 044

A noter qu'Apem Sa a procédé à un changement d'estimation des dépréciations de stocks de marchandises. Ce changement d'estimation a conduit à constater une provision complémentaire de 0,1 million d'euros à la clôture 2005.

3.6. Créances et dettes représentées par des effets de commerce :

	Valeur nette au 31/12/05	**Valeur nette au 31/12/04**
Créances clients et comptes rattachés	1 205	1 404

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 267	1 997

3.7. Etats des échéances des créances et des dettes :

Créances	Montant brut	Echéance moins d'un an	Echéance plus d'un an
De l'actif immobilisé :			
Autres	924		924
De l'actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés (1)	8 045	7 983	62
Autres	5 426	5 426	
Charges constatées d'avance	269	269	
Total	14 664	13 678	986

(1) Dont créances douteuses pour 62 milliers d'euros provisionnées à hauteur de 37 milliers d'euros.

Dettes	Montant brut	Echéance moins d'un an	Echéance plus d'un an
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	715	528	187
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 882	4 882	
Dettes fiscales et sociales	2 981	2 981	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	255	255	
Autres dettes	372	372	
Total	9 205	9 018	187

(1) Dont emprunts remboursés en cours d'exercice : 1 024 milliers d'euros. Dont emprunts à taux variable : 565 milliers d'euros.

3.8. Valeurs mobilières de placement :

	Nombre de titres	Valeur comptable brute (En milliers d'euros)	Valeur estimative unitaire (En euros)	Nombre de titres	Valeur comptable brute (En milliers d'euros)	Valeur estimative unitaire (En euros)
	Au 31/12/2005			Au 31/12/2004		
Désignation des Sicav :						
Parts N.S.J. Natexis		0		23	1 096	47 653,32
Valeurs disponibles		0			1 096	

Cessions de valeurs en 2005 : gains : 27 milliers d'euros, pertes : néant.
Au 31/12/2005, il n'existe aucun produit à recevoir pouvant se rattacher aux valeurs mobilières de placement, ni aucune moins-value latente.

3.9. Charges constatées d'avance. - Les charges constatées d'avance pour 269 milliers d'euros correspondent à des charges d'exploitation.

3.10. Capitaux propres. - Le capital social est fixé à la somme de 10 192 574,70 euros, et divisé en 1 323 711 actions d'une valeur nominale de 7,70 euros, toutes de même catégorie.

	Capitaux propres au 31/12/04 (Avant affectation)	Augmentation de capital	Prélèvements suivant AGM du 25/04/05 et affectation des résultats	Capitaux propres au 31/12/05 (Avant affectation)
Capital	10 152	41		10 193
Primes d'émission, de fusion	998	94		1 092

Réserve légale	998		17	1 015
Réserve libre	379			379
Report à nouveau	9 319		4 378	13 697
Résultat exercice 2004	7 025		- 7 025	
Total	28 871	135	(1) - 2 630	26 376
Résultat exercice 2005			4 514	4 514
Total				30 890

(1) Dividendes payés en 2005.

3.11. Tableau des provisions. - Les mouvements de l'exercice sur les provisions pour risques et charges sont les suivants :

	Montant au 31/12/04	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Total des reprises	Montant au 31/12/05
Litiges et contentieux	38	35				73
Garanties données aux clients	109	52	70	36	106	55
Perte de change	410	280		410	410	280
Sous-total des provisions pour risque	557	367	70	446	516	408
Indemnités de départ à la retraite	1 062			29	29	1 033
Médailles du travail	247	13				260
Restructuration	47			47	47	
Sous-total des provisions pour charges	1 356	13		76	76	1 293
Total	1 913	380	70	522	592	1 701
Exploitation		100			65	
Financière		280			410	
Exceptionnelle		0			117	
Total		380			592	

Les mouvements de l'exercice sur les provisions pour dépréciations sont les suivants :

	Montant au 31/12/04	Dotations	Reprises	Montant au 31/12/05
Provisions pour dépréciation des immobilisations financières	5 335		9	5 326
Provisions pour dépréciation des stocks et en cours	1 583	522	78	2 027
Provisions pour dépréciation des comptes clients	24	13		37
Total	6 942	535	87	7 390

3.12. Eléments relatifs aux entreprises liées :

Postes concernés	Montant
Participations (montant brut)	15 923
Créances rattachées à des participations	885
Créances clients et comptes rattachés	1 791
Autres créances	4 154
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	545

Autres dettes	
Produits de participation	3 133
Autres produits financiers	112
Autres charges financières	13

4. – Notes sur le compte de résultat.

(En milliers d'euros.)

4.1. Informations sectorielles :

	2005		2004	
Chiffre d'affaires par ligne de produits :				
Interrupteurs	28 683	87 %	27 128	78 %
Claviers	4 336	13 %	7 867	22 %
Total	33 019	100 %	34 995	100 %
Chiffre d'affaire par zones géographiques :				
France	14 657	44 %	17 269	49 %
Union européenne (hors France)	13 819	42 %	13 658	39 %
Autres	4 543	14 %	4 068	12 %
Total	33 019	100 %	34 995	100 %

4.2. Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges d'exploitation :
- Reprise sur provisions pour risques d'exploitation : 65 milliers d'euros ;
- Reprise sur provisions pour dépréciation des actifs circulants : 79 milliers d'euros ;
- Transfert de charges d'exploitation : 281 milliers d'euros.

4.3. Autres charges externes. - Cette rubrique comprend notamment les frais de personnel intérimaire correspondant à un effectif moyen de 21 personnes.

4.4. Charges du personnel. - Les rémunérations d'un montant de 10 664 milliers d'euros correspondent aux salaires et charges sociales afférentes.
Effectif moyen incrit (1) :

Catégories	2005	2004
Cadres	28	26
ETAM	83	81
Ouvriers	204	211
Total	315	318

(1) Ensemble des personnes rémunérées directement par l'entreprise.

4.5. Résultat exceptionnel :

	Produits	Charges	Résultat
Résultat exceptionnel sur opérations de gestion	5		5
Résultat exceptionnel sur opérations en capital	3	284	- 281
Amortissements, provisions et transferts de charges	118	15	103
Total	126	299	- 173

4.6. Répartition du montant global des impôts sur les bénéfices. - Ventilation de l'impôt entre les diverses parties du compte de résultat (après affectation séparée sur chaque partie des diverses réintégrations et déductions fiscales).

	Montant avant impôt	Impôt Correspondant

Résultat courant	5 051	663
Résultat exceptionnel	- 173	- 60
Participation		- 41
Crédit d'impôt		- 1
Economie d'impôt (régime intégrationfiscale)		- 197
Total	4 878	364

5. – Autres informations.

(En milliers d'euros.)

5.1. Identification de la société-mère. - La société Apem est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés de NORD-EST : 15, boulevard de l'Amiral Bruix - 75116 Paris.

5.2. Tableau des filiales et participations :
Liste des filiales :

Apem Components Ltd	Bucks/Oxford	Angleterre
Apem Bauelemente GmbH	Munich	Allemagne
Apem Benelux Nv	Zaventem/Bruxelles	Belgique
Apem B.V.	Den Haag	Hollande
Apem Ab	Stockholm	Suède
MEC A/S	Ballerup/Copenhague	Danemark
Apem Italia Srl	Marene/Cueno	Italie
Sacema	Ariana/Tunis	Tunisie
Sacelec	Ariana/Tunis	Tunisie
Samelec	Zaghouan	Tunisie
Apem Components Inc	Haverhill/Massachussets	Etats-Unis
Apem Mexico S.A. de CV	Santiago de Queretaro/Queretaro	Mexique
Apem (Wujin) Electronic Co. Ltd	Henglin Town of Wujin/Jiangsu Province	Chine
Groupe Qwertec	Caussade	France

- Renseignements détaillés sur chaque filiale :

	Capital	**Capitaux propres autres que le capital et le résultat de l'exercice**	**Quasi fonds propres**	**Quote part du capital détenu en %**	**Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)**
Apem Components Ltd	146	5 773		90,00	187
Apem Bauelemente GmbH	400	484		100,00	147
Apem Benelux Nv	131	944		90,00	87
Apem B.V.	18	174		90,00	63
Apem Ab	64	984		90,00	318
MEC A/S	201	2 598		100,00	504
Apem Italia Srl	1 500	- 922		100,00	- 112
Sacema	37	777		99,66	27
Sacelec	217	32		99,43	- 5
Samelec	217			99,43	
Apem Components Inc	3 306	- 451	504	100,00	307

Apem Mexico S.A. de CV	586	- 189		99,96	99
Apem (Wujin) Electronic Co. Ltd	900	- 137	(1) 381	100,00	42
Groupe Qwertec	146	562		99,77	- 586
Total	7 869	10 629	885		1 078

(1) Information complémentaire pour les montants correspondants à une créance de la société-mère, assimilée par la filiale à des quasi fonds propres.

Le pourcentage d'intérêt et de contrôle de la filale allemande a été porté de 90% à 100%.
A noter la création de la société Samelec (capital de 217 milliers d'euros).

- Renseignements sur les participations :

	Valeur brute comptable des titres détenus	**Valeur nette comptable des titres détenus**	**Valeur brute des créances rattachées à des participations**	**Valeur nette des créances rattachées à des participations**	**Montant des prêts accordés**	**Montant des avances financières accordés**	**Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice**
Apem Components Ltd	375	375					1 916
Apem Bauelemente GmbH	408	408					
Apem Benelux Nv	146	146					225
Apem B.V.	16	16					
Apem Ab	65	65					313
MEC A/S	3 236	3 236					400
Apem Italia Srl	1 500	450				501	
Sacema	59	59					204
Sacelec	241	241					75
Samelec	219	219					
Apem Components Inc	3 619	3 619	504	504			
Apem Mexico S.A. de CV	793	793					
Apem (Wujin) Electronic Co. Ltd	977	977	381	381			
Groupe Qwertec	4 269					150	
Total	15 923	10 604	885	885		651	3 133

5.3. Produits à recevoir. - Produits à recevoir rattachés aux postes de créances du bilan :

	31/12/05	**31/12/04**
Créances diverses	51	100

5.4. Charges à payer. - Charges à payer rattachées aux postes de dettes du bilan :

	31/12/05	31/12/04
Emprunts et dettes financières diverses	3	4
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	698	721
Dettes fiscales et sociales	1 704	1 782
Avoirs à établir	23	23
Autres dettes d'exploitation	345	279
Total	2 773	2 809

5.5. Engagements financiers hors bilan. – Engagements hors bilan donnés et reçus :

	31/12/05	31/12/04
Engagements donnés :		
Cautions, avals, garanties	113	113
Engagements financiers	1 179	807
Total	1 292	920
Engagements reçus :		
Cautions, avals, garanties	113	113
Engagements financiers (1)	15 000	15 000
Autres engagements (2)	420	403
Total	15 533	15 516

(1) Les engagements financiers reçus pour 15 millions d'euros correspondent à des conventions de crédit.
(2) Les autres engagements reçus intègrent les engagements d'indemnités de départ à la retraite couverts par une compagnie d'assurances pour 420 milliers d'euros.

5.6. Ecarts de conversion sur dettes et créances libéllées en devises étrangères :

	Ecart actif					Ecart passif
	Total	Compensé par couverture de change		Provisions pour risques	Net	Total
		Engagement	Autres			
Créances d'exploitation	1			1		4
Créances diverses	279			279		2
Total	280			280		6

5.7. Rémunération des dirigeants d'Apem. - Les rémunérations versées aux membres du conseil d'administration qui ont été allouées au titre d'un contrat de travail (cumul des fonctions d'administrateur avec un emploi salarié) ne sont pas mentionnées.

(En milliers d'euros)	2005	2004
Montant des jetons de présence de l'exercice versés aux membres du conseil d'administration	30	30
Montant des rémunérations (brutes) de l'exercice versées aux membres du conseil d'administration	Néant	Néant

Engagements en matière de pensions et indemnités assimilées envers les membres et anciens membres du conseil d'administration	Néant	Néant
Avances et crédits accordés aux membres du conseil d'administration par les entreprises du groupe	Néant	Néant

5.8. Situation fiscale latente :

Allègement de la dette future d'impôt	(en base d'impôt)
Charges comptabilisées, déductibles fiscalement au prochain exercice	683
Provisions non déductibles, susceptibles d'être reprises dans plus d'un an	1 033
Amortissements et moins values reportables	5 387
Total	7 103

Accroissement de la dette future d'impôt : Néant.

B.- Comptes consolidés.

I.- Bilan consolidé au 31 décembre 2005.

(En milliers d'euros.)

Actif	Montant net au 31/12/05	Montant net au 31/12/04 (*)
Actif non courant :		
Goodwill	(2.10.) 2 916	1 153
Immobilisations incorporelles	(2.11.) 403	346
Immobilisations corporelles	(2.12.) 11 189	10 875
Immobilisations financières	(2.13.) 202	176
Actif d'impôts différés	(2.14.) 344	354
Total I	15 054	12 904
Actif courant :		
Stocks et en-cours	(2.15.) 16 991	14 276
Clients et comptes rattachés	(2.16.) 13 339	13 108
Actif d'impôt exigible	(2.16.) 844	378
Actifs d'impôts différés	(2.14.) 348	458
Autres créances et comptes de régularisation	(2.16.) 5 035	4 927
Actifs financiers courants	(2.17.) 594	6 484

Disponibilités	5 300	4 734
Total II	42 451	44 365
Total du passif (I + II)	57 505	57 269

(*) Les données 2004 sont retraitées selon les normes IFRS.

Passif	**Montant net au 31/12/05**	**Montant net au 31/12/04 (*)**
Capitaux propres :		
Capital	(2.18.) 10 193	10 152
Primes, réserves liées au capital	(2.18.) 2 107	1 996
Actions détenues en propre	(2.18.) - 1 454	- 142
Réserves consolidées	24 864	22 225
Résultat de l'exercice – Part du groupe	3 954	5 051
Ecarts de conversion	590	- 242
Total I	40 254	39 040
Intérêts minoritaires (II)	1 060	1 148
Passif non courant :		
Provisions pour risques et charges	(2.19.) 234	682
Engagements de retraite et autres avantages assimilés	(2.20.) 1 526	1 524
Passifs d'impôts différés	(2.14.) 381	430
Passifs financiers	(2.21.) 277	870
Total III	2 418	3 506
Passif courant :		
Provisions pour risques et charges	(2.22.) 143	456
Passifs financiers à court terme	(2.23.) 975	1 619
Fournisseurs et comptes rattachés	(2.24.) 6 346	5 733
Passif d'impôt exigible	(2.24.) 551	512
Passifs d'impôts différés	(2.14.) 66	29
Autres passifs et comptes de régularisation	(2.24.) 5 692	5 226
Total IV	13 773	13 575
Total de l'actif (I + II + III + IV)	57 505	57 269

(*) Les données 2004 sont retraitées selon les normes IFRS.

L'actif non courant s'élève à 15,1 millions d'euros, contre 12,9 millions d'euros au 31 décembre 2004, et représente 26% du total du bilan. L'acquisition de la société O.C.S. Ltd. conduit à enregistrer une augmentation du goodwill de 1,8 million d'euros, et une augmentation des immobilisations corporelles de 0,1 million d'euros à la date d'acquisition. Le montant des investissements bruts de l'année atteint 2,2 millions d'euros hors acquisition d'O.C.S.
L'actif courant s'établit à 42,5 millions d'euros, contre 44,4 millions d'euros au 31 décembre 2004, et représente 74% du total du bilan. Il intègre les principales variations suivantes :
- une augmentation des stocks de 2,7 millions d'euros sous l'effet de la hausse des stocks de matière et de marchandises ;
- une hausse de 0,5 million d'euro des créances clients ;
- une diminution des actifs financiers courants et des disponibilités de 5,3 millions d'euros.

Les capitaux propres part du groupe s'élèvent à 40,3 millions d'euros, contre 39,0 millions au 31 décembre 2004, et représentent 70% du total du bilan. La variation de + 1,3 million d'euros intègre le versement de la totalité du dividende au cours du premier semestre pour un montant de 2,6 millions d'euros.
Le passif non courant s'établit à 2,4 millions d'euros, contre 3,5 millions d'euros au 31 décembre 2004, et représente 4% du total du bilan.

(En milliers d'euros.)

	31/12/05	**(*) 31/12/04**
Chiffre d'affaires	(2.1.) 64 776	65 341
Autres produits	264	258
Variation de stock de produits finis et encours	577	- 346

Consommation en provenance de tiers	31 972	31 953
Charges de personnel	(2.3.) 22 793	21 624
Impôts et taxes	1 320	1 192
Amortissements	(2.4.) 2 315	2 228
Variation des provisions	(2.5.) - 70	58
Autres produits et charges d'exploitation	- 139	- 227
Résultat opérationnel courant	7 008	8 087
Autres produits et charges opérationnels	(2.6.) - 685	- 226
Résultat opérationnel	6 323	7 861
Résultat financier net	(2.7.) 132	86
Impôts exigibles et différés	(2.8.) 2 245	2 590
Résultat après impôts	4 210	5 357
Intérêts minoritaires	256	306
Résultat net – part du groupe	3 954	5 051
Résultat net par action part du groupe non dilué en euros	(2.9.) 3,00	3,88
ésultat net par action part du groupe dilué en euros	(2.9.) 3,00	3,87

(*) Les données 2004 sont retraitées selon les normes IFRS.

III.- Flux de trésorerie.

(en milliers d'euros.)

	31/12/05	**31/12/04 (*)**
Flux net de trésorerie généré par l'activité	3 898	5 446
Résultat après impôts	4 210	5 357
Amortissements	2 315	2 228
Variation des provisions	- 397	- 483
Variation des justes valeurs des instruments financiers	- 13	
Charges et produits calculés liés aux stocks-options et assimilés	235	149
Plus ou moins-values de cessions d'actifs	- 20	135
Impôts différés	128	- 2
Charges d'impôt exigible	2 117	2 592
Impôt versé	- 2 552	- 955
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	- 2 125	- 3 575
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	- 3 779	- 1 687
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	- 2 300	- 2 166
Acquisitions d'immobilisations financières	- 1 852	- 527
Produit de cession d'immobilisations	127	977
Variation des fournisseurs d'immobilisations	246	29

Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	- 5 189	- 3 225
Augmentation de capital	277	791
Rachat et revente d'actions propres	- 1 454	
Dividendes versés :		
Aux actionnaires de la société mère	- 2 630	- 1 425
Aux minoritaires des sociétés intégrées	- 272	- 539
Diminution des passifs financiers (capital)	- 1 110	- 2 052
Incidence des variations de taux de conversion et divers		139
Variation de trésorerie	- 5 070	673
Trésorerie d'ouverture	13 725	13 052
Trésorerie de clôture	8 655	13 725

(*) Les données 2004 sont retraitées selon les normes IFRS.

Le flux net de trésorerie généré par l'activité s'élève à 3,9 millions d'euros, et se décompose comme suit :
- la capacité d'autofinancement ressort à 6,5 millions d'euros ;
- l'impact de la variation du besoin en fonds de roulement s'élève à - 2,1 millions d'euros, notamment sous l'effet de l'augmentation des stocks.

Le flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement s'établit à - 3,8 millions d'euros, et inclut notamment - 1,9 million d'euros au titre de l'acquisition de la société O.C.S Ltd.
Le flux net de trésorerie lié aux opérations de financement de - 5,2 millions d'euros inclut principalement :
- le paiement intégral d'un dividende de 2,9 millions d'euros, dont 0,3 million payés aux actionnaires minoritaires des filiales ;
- le rachat d'actions propres pour 1,5 million d'euros ;
- une diminution des passifs financiers de 1,1 million d'euros, sans contracter de nouveaux passifs financiers ;
- une augmentation des capitaux propres de 0,3 million d'euros suite à la levée d'options de souscription d'actions au cours de l'exercice.

A l'issue des opérations de l'exercice, la trésorerie ressort à 8,7 millions d'euros, contre 13,7 millions au 31 décembre 2004.

La trésorerie se décompose comme suit :

	31/12/05	**31/12/04**
Valeurs mobilières de placement	594	6 484
Disponibilités	5 300	4 734
Compte courant Nord-Est (inclus dans le poste autres créances)	3 117	3 019
Concours bancaires courants	- 356	- 512
Total	8 655	13 725

Incidence de la trésorerie des sociétés acquises :

	31/12/05
Prix d'acquisition	- 1 901
Trésorerie acquise	22
Incidence nette	- 1 879

IV.- Variation des capitaux propres consolidés.

(En milliers d'euros.)

Capitaux propres consolidés (*)	**Capital**	**Réserves liées au capital**	**Actions détenues en propre**	**Réserves consolidées**	**Résultat**	**Ecarts de conversion**	**Total part du groupe**	**Minoritaires**	**Total**
Au 1er janvier 2004	9 977	1 380		25 570	- 2 067		34 860	1 576	36 436
Augmentation de capital	175						175		175
Augmentation des primes, réserves		616					616		616

Paiements fondés sur des actions				149			149		149
Opérations sur titres autodétenus			- 142				- 142		- 142
Distribution de dividendes					- 1 425		- 1 425	- 539	- 1 964
Affectation du résultat de n-1				- 3 492	3 492				
Résultat de l'exercice					5 051		5 051	306	5 357
Ecarts de conversion						- 242	- 242	1	- 241
Variation de périmètre								- 196	- 196
Juste valeur des instruments financiers				- 2			- 2		- 2
Au 31 décembre 2004	10 152	1 996	- 142	22 225	5 051	- 242	39 040	1 148	40 188
Augmentation de capital	61						61		61
Augmentation des primes, réserves		216					216		216
Paiements fondés sur des actions				235			235		235
Opérations sur titres autodétenus	- 20	- 122	- 1 312				- 1 454		- 1 454
Distribution de dividendes					- 2 630		- 2 630	- 272	- 2 902
Affectation du résultat de n-1		17		2 404	- 2 421				
Résultat de l'exercice					3 954		3 954	256	4 210
Ecarts de conversion						832	832	17	849
Variation de périmètre								- 89	- 89
Au 31 décembre 2005	10 193	2 107	- 1 454	24 864	3 954	590	40 254	1 060	41 314

(*) Les données 2004 sont retraitées selon les normes IFRS.

Apem Sa a procédé au cours de l'exercice 2005 à une augmentation de capital de 61 milliers d'euros de nominal (et de 216 milliers d'euros de prime d'émission) suite à l'exercice de 7.941 options de souscription d'actions.
En application de la norme IFRS 2 paiement fondé sur des actions, la valeur de options de souscription d'action est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date de maturité, période d'acquisition des droits, avec une contrepartie directe en capitaux propres au compte de « réserves consolidées », pour un montant de 235 milliers d'euros au titre de l'exercice 2005.
Les opérations sur titres autodétenus au cours de l'exercice 2005 se résument comme suit :
- annulation de 2.621 actions autodétenues au 31 décembre 2004, ayant conduit sur l'exercice 2005 à une réduction de capital de 20 milliers d'euros de nominal (et de 122 milliers d'euros de prime d'émission) ;
- rachat au cours de l'exercice 2005 de 26.058 actions au prix unitaire moyen de 55,80 €, soit un total de 1,5 million d'euros.
La distribution du dividende au titre de l'exercice 2004 à raison de 2,00 euros par action a conduit pour Apem Sa au paiement d'un dividende de 2,6 millions d'euros.

V.- Annexe aux comptes consolidés.

Note 1. – Principes comptables.

Conformément au règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés au titre de l'exercice 2005 sont établis suivant les normes comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standard Board), telles qu'adoptées par l'union européenne. Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et les IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations.
Les documents présentés au 31 décembre 2005 comprennent un bilan d'ouverture au 1er janvier 2004 établi selon les dispositions énoncées dans IFRS 1 « première application du référentiel IFRS » et les comptes de l'exercice 2004.
La note 3 détaille d'une part, les principes retenus pour la constitution du bilan d'ouverture IFRS au 1er janvier 2004 et d'autre part, les divergences avec les principes comptables français antérieurement appliqués et leurs effets chiffrés sur le bilan d'ouverture et sur les résultats de l'exercice 2004.
Les informations financières comparatives 2004 sur l'impact chiffré attendu du passage aux IFRS ont été préparées en appliquant aux données 2004 les normes et interprétations IFRS en vigueur à la date de préparation de la situation annuelle au 31 décembre 2005. Certaines de ces normes sont susceptibles d'évolution ou d'interprétation dont l'application pourrait être rétrospective entraînant la modification du bilan d'ouverture au 1er janvier 2004 à partir duquel les comptes consolidés de l'exercice 2005 sont établis.

1.1. Consolidation . - La méthode par intégration globale est appliquée à toutes les filiales sur lesquelles le groupe Apem exerce un contrôle exclusif.
Il n'existe aucune entreprise répondant aux critères de contrôle conjoint, ni d'entreprise sur laquelle est exercée une influence notable.
Les sociétés non significatives ou ne représentant qu'un intérêt négligeable pour le groupe ne sont pas consolidées. Tel est le cas de Proto-El France, sous-filiale d'Apem Italia Srl.
Les sociétés nouvellement acquises sont consolidées dès la date de prise de contrôle : tous les actifs et les passifs sont comptabilisés à leur juste valeur ; la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis est inscrite à l'actif comme goodwill.
Les comptes réciproques d'actif et de passif, de produits et de charges, enregistrant les transactions réalisées entre les sociétés consolidées sont éliminés.

La date de clôture de l'ensemble des sociétés consolidées est le 31 décembre, l'exercice étant de 12 mois.

1.2. Conversion des états financiers des filiales étrangères. - Les filiales ont généralement pour monnaie de fonctionnement leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions.
Leur bilan est converti au taux de clôture. Leur compte de résultat est converti au taux moyen de l'exercice. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées en écart de conversion inclus dans les capitaux propres consolidés. Les goodwills enregistrés dans les filiales sont comptabilisés dans leur monnaie de fonctionnement.

1.3. Opérations en monnaies étrangères. - La comptabilisation et l'évaluation des opérations en monnaies étrangères sont définies par la norme IAS 21 « effets des variations des cours des monnaies étrangères ».
En application de cette norme, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction. Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés au compte de résultat :
- en marge opérationnelle pour les transactions commerciales ;
- en produits sur prêts et placements ou en charges de financement pour les transactions financières.
Les pertes de change latentes enregistrées dans les comptes sociaux de la société mère, et relatives à des avances financières (assimilées à des quasi fonds propres), sont intégralement neutralisées dans la consolidation.
Les instruments dérivés sont évalués et comptabilisés conformément aux principes généraux décrits en note 1.12.C. En conséquence, les instruments dérivés affectés à la couverture du risque de change d'opérations en monnaies étrangères sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur à chaque période.
L'écart de réévaluation constaté est comptabilisé :
- en marge opérationnelle pour les transactions commerciales ;
- en produits sur prêts et placements ou en charges de financement pour les transactions financières ;
- directement en capitaux propres pour les transactions futures (pour la part efficace des couvertures). Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris en résultat à la date de réalisation des opérations couvertes. La variation de valeur de la part inefficace des couvertures de flux futurs est comptabilisée en résultat en « résultat financier ».

1.4. Recours à des estimations. - L'établissement des états financiers conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers.

1.5. Chiffre d'affaires. - Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes de biens et de services à des tiers, déduction faite des remises commerciales, des escomptes commerciaux accordés aux clients, et ajusté des écarts de change réels ou latents sur opérations commerciales tels que décrits en note 1.3.
Conformément à la norme IAS 18 « revenus », les ventes sont enregistrées en compte de résultat lorsque les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur.

1.6. Frais d'études, de recherche et de developpement. - Selon la norme IAS 38 « immobilisations incorporelles », les frais de recherche sont comptabilisés en charges et les frais de développement sont obligatoirement immobilisés s'ils remplissent certaines conditions décrites en note 1.9.A.
En application de cette norme, tous les frais de recherche, ainsi que les frais d'étude et de développement autres que ceux décrits en note 1.9.A, sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

1.7. Résultat opérationnel courant. - Le groupe utilise notamment le résultat opérationnel courant comme indicateur de performance.
Le résultat opérationnel courant correspond au résultat net avant prise en compte :
- des « autres produits et charges opérationnels », qui comprennent principalement l'effet :
* des frais de restructuration,
* des pertes et profits et variations de provisions couvrant des événements exceptionnels, c'est-à-dire soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement,
* des plus ou moins values ou dépréciations d'actifs ;
- des dépréciations non courantes de goodwill ;
- du résultat financier ;
- des impôts courants et différés ;
- du résultat net des sociétés mises en équivalence.
Cette présentation est conforme à la recommandation CNC n°2004-R.02 du 27 octobre 2004 (relative au format du compte de résultat, tableau des flux de trésorerie et tableau de variation des capitaux propres des entreprises sous référentiel comptable international).

1.8. Goodwills. - Les goodwills représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.
Les goodwills ne sont plus amortis, conformément à IFRS 3 « regroupements d'entreprises ».
Ils font l'objet d'un test de perte de valeur :
- avant la fin de l'exercice d'acquisition ;
- une fois par an au minimum ;
- dès l'apparition d'indices de perte de valeur.
La méthodologie retenue, conformément à IAS 36, consiste à comparer les valeurs recouvrables des sociétés du Groupe faisant l'objet d'un test de perte de valeur, à la valeur nette comptable des groupes d'actifs correspondants (y compris les goodwills). Ces valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir de projections actualisées de flux futurs d'exploitation sur une durée de 10 ans, et d'une valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs est le coût moyen pondéré du capital. Les hypothèses retenues en termes d'évolution du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles.

1.9. Immobilisations incorporelles :
A. Frais d'étude et de développement. - Selon la norme IAS 38 « immobilisations incorporelles », les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès que l'entreprise peut notamment démontrer :
- son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.
Les autres frais de développement et d'étude sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

B. Autres immobilisations incorporelles produites ou acquises. - Les coûts de développement des logiciels informatiques à usage interne, pour la part relative aux coûts internes ou externes affectés directement à la création ou à l'amélioration des performances, sont portés à l'actif du bilan lorsqu'il est probable que ces dépenses généreront des avantages économiques futurs. Ces coûts sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation estimée des logiciels.

Les autres immobilisations incorporelles (brevets, licences et marques essentiellement) sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue, sans excéder quinze ans.

1.10. Immobilisations corporelles :
A. Valeur brute. - Conformément à la norme IAS 16 « immobilisations corporelles », la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation.
Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.
Les frais d'entretien et de réparation sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf ceux engagés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilité du bien.

B. Amortissement. - L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Sauf cas particuliers, les valeurs résiduelles sont nulles. La durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations, dont les principales sont les suivantes :
- Aménagements des terrains : 5 à 15 ans ;
- Constructions : 15 à 20 ans ;
- Installations techniques : 5 à 10 ans ;
- Autres immobilisations corporelles : 3 à 10 ans.

1.11. Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé. - Selon la norme IAS 36 « dépréciation d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée pour le Groupe aux goodwills (cf note 1.8).

1.12. Actifs et passifs financiers. - Les actifs financiers comprennent les immobilisations financières, les actifs courants représentant les créances d'exploitation, des titres de créances ou des titres de placement, y compris les instruments dérivés, et la trésorerie.
Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires, les instruments dérivés et les dettes d'exploitation.
L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IAS 39 « instruments financiers : comptabilisation et évaluation ». Cette norme a été adoptée partiellement par la Commission européenne le 19 novembre 2004. Sa révision concernant l'option de juste valeur n'est applicable que pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2006. Le groupe n'a pas opté pour une application anticipée de la révision de cette norme.

A. Évaluation et comptabilisation des actifs financiers :
* Actifs détenus jusqu'à échéance. - Ces actifs sont acquis avec l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance, et correspondent principalement à des cautions. Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition après déduction de toute perte de valeur. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat lorsqu'une perte de valeur durable est constatée.
* Prêts et créances. - Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances. Ces instruments sont comptabilisés au coût amorti. Leur valeur au bilan comprend le capital restant dû, et la part non amortie des coûts d'acquisition. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.
* Actifs détenus à des fins de transaction. - Les actifs financiers détenus par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme sont classés dans la catégorie des actifs détenus à des fins de transaction et sont comptabilisés à leur juste valeur, les variations de celle-ci étant comptabilisées en résultat. Cette catégorie comprend notamment les parts d'OPCVM de trésorerie et les titres de créances négociables, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt.

B. Evaluation et comptabilisation des passifs financiers. - A l'exception des instruments dérivés, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti.

C. Evaluation et comptabilisation des instruments dérivés. - Les engagements du groupe exposés aux risques de change sont essentiellement concentrés dans la société mère qui couvre les positions de change à l'aide de contrats de vente à terme, et ponctuellement à l'aide d'achat d'options de vente.
Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur. Sauf exception détaillée ci-dessous, la variation de juste valeur des instruments dérivés est toujours enregistrée en contrepartie du compte de résultat.
Les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie :
- une couverture de juste valeur permet de couvrir le risque de variation de valeur de tout élément d'actif ou de passif, du fait de l'évolution des taux de change ou d'intérêt ;
- une couverture de flux futurs de trésorerie permet de couvrir les variations de valeur des flux futurs de trésorerie attachés à des actifs ou passifs existants ou futurs.
La comptabilité de couverture est applicable si :
- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure.
L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :
- Pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existants, la partie couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en contrepartie du compte de résultat, où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture, dans la mesure de leur efficacité ;
- Pour les couvertures de flux futurs de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie de la situation nette, la variation de juste valeur de la partie couverte de l'élément couvert n'étant pas enregistrée au bilan. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée en résultat financier. Les montants enregistrés en situation nette sont repris au compte de résultat symétriquement au mode de comptabilisation des éléments couverts.

1.13. Stocks. - Conformément à la norme IAS 2 « stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût des stocks incorpore, sur la base d'un niveau d'activité normal, les charges directes et indirectes de production.
Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

1.14. Impôts différés. - Conformément à la norme IAS 12 « impôts sur le résultat », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable. Les différences sont temporaires lorsqu'elles doivent s'inverser dans un avenir prévisible.
Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures.
Conformément à la norme, les impôts différés actifs et passifs sont compensés pour une même entité fiscale.
Les impôts différés sont valorisés au taux d'impôt propre à chaque société, et notamment au taux normal de 33,1/3 pour la société mère.

1.15. Provisions. - Conformément à la norme IAS 37 « provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution.

1.16. Engagements de retraite et assimilés. - Conformément à la norme IAS 19 « avantages du personnel », dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraites et assimilés de la société mère sont intégralement provisionnés ou couverts par une compagnie d'assurance, et représentent le montant actualisé et probabilisé des indemnités conventionnelles inhérentes aux départs en retraite, et augmentées des charges assises sur les rémunérations. Les évaluations sont effectuées régulièrement pour les principaux régimes en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.
La méthode de calcul intègre principalement :
- une hypothèse de date et de modalité de départ à la retraite ;
- un taux d'actualisation financière ;
- un taux d'inflation ;
- des hypothèses d'augmentation de salaires et de taux de rotation du personnel.
Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Il n'y avait pas d'écarts actuariels non comptabilisés à la date de passage aux normes IFRS.
Pour les filiales du groupe, les provisions ont été constituées en fonction des législations locales.
Les engagements sociaux et assimilés qui font également l'objet d'un provisionnement sont, pour la société mère, le versement de primes à l'occasion de la remise des médailles du travail.
Certains avantages sont fournis dans le cadre de régimes à cotisations définies. Les cotisations relatives à ces régimes sont inscrites en charge au titre des exercices auxquels elles se rattachent.

1.17. Plans de souscription et d'achat d'actions. - Des options d'achat et de souscription d'actions peuvent être accordées aux dirigeants et à certains salariés du groupe. Conformément à la norme IFRS 2 « paiement fondé sur des actions », les options sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale (car il s'agit de plans dénoués en instruments de capitaux propres).
La valeur des options est estimée selon les pratiques courantes de marché (modèle de Black & Scholes). Cette valeur est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date de maturité, période d'acquisition des droits, avec une contrepartie directe en capitaux propres.
Conformément à la norme IFRS 2, seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis le 1er janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. Les plans antérieurs au 7 novembre 2002 ne sont pas évalués et restent non comptabilisés.

1.18. Titres d'autocontrôle. - Les titres d'autocontrôle détenus par le groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

Note 2. – Etats financiers.

(En milliers d'euros.)

2.1. Information sectorielle. – Au sens de l'IAS 14 « informations sectorielles », Apem n'opère que sur un seul secteur d'activité.
Information sectorielle par zones géographiques :

	France	**Union européenne hors France**	**Etats-Unis**	**Autres**	**Total**
Au 31 décembre 2005 :					
Chiffre d'affaires (1)	16 861	33 144	9 367	5 404	64 77
Valeur comptable des actifs (2)	26 819	22 056	5 409	3 221	57 505
Investissements immobilisations corporelles et incorporelles (2)	1 146	964	35	155	2 300
Au 31 décembre 2004 :					
Chiffre d'affaires (1)	19 971	32 623	7 824	4 923	65 341
Valeur comptable des actifs (2)	29 429	20 867	4 357	2 616	57 269
Investissements immobilisations corporelles et incorporelles (2)	1 113	816	62	175	2 166

(1) Selon la situation géographique du client.
(2) Selon l'implantation géographique des actifs.

2.2. Regroupement d'entreprises. - Conformément à IFRS 3 « regroupements d'entreprises », les regroupements postérieurs au 1er janvier 2004 sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Ainsi, lors de l'acquisition à 100% de la société O.C.S Ltd en juin 2005, les actifs, passifs et passifs éventuels de la société ont été évalués à leur juste valeur. L'écart représentatif de la différence entre le coût d'acquisition et la part dans les actifs nets évalués à leur juste valeur a été comptabilisé en goodwill. Le coût d'acquisition se décompose comme suit :

	Au 31/12/05
Immobilisations corporelles et incorporelles	103
Autres actifs	272
Trésorerie acquise	22
Autres passifs	- 259
Goodwill	1 763
Coût d'acquisition	1 901

Le montant des produits des activités ordinaires enregistré depuis la date d'acquisition d'O.C.S Ltd est de 0,6 million d'euros. Le résultat inclus dans les comptes consolidés depuis la date d'acquisition est non significatif.

2.3. Charges de personnel :

	Au 31/12/05	**Au 31/12/04**
Charges de retraite à prestations définies	2	122
Paiements fondés sur des actions	235	149
Autres charges de personnel	22 556	21 353
Total	22 793	21 624

2.4. Amortissements :

	Au 31/12/05	**Au 31/12/04**
Amortissements des immobilisations incorporelles	104	85
Amortissements des immobilisations corporelles	2 211	2 143
Total	2 315	2 228

2.5. Variation des provisions :

	Au 31/12/05	**Au 31/12/04**
Dotations aux provisions	- 163	- 108
Reprises de provisions	93	166
Total	- 70	58

2.6. Autres produits et charges opérationnels :

	Au 31/12/05	**Au 31/12/04**
Résultat sur cessions d'immobilisations	20	- 135
Reprise de perte de valeur sur actifs	9	190
Dotation de perte de valeur sur actifs		- 12
Frais de restructurations- paiements	- 1 528	- 97

Frais de restructurations – mouvements sur provisions	680	310
Autres produits	221	311
Autres charges	- 87	- 793
Total	- 685	- 226

Les frais de restructuration au 31 décembre 2005 correspondent pour l'essentiel à des charges pour suppression de postes, et au paiement de 1,5 million d'euros au titre de litiges avec d'anciens salariés (pour l'essentiel dans le cadre de la fermeture en 2003 du site d'Evreux de la société Qwertec).

2.7. Résultat financier net :

	Au 31/12/05	**Au 31/12/04**
Produits d'intérêts	200	187
Produits nets sur cession de VMP	40	54
Intérêts et charges assimilées	- 155	- 148
Résultat de change	38	1
Autres produits et charges financiers nets	9	- 8
Total	132	86

2.8. Impôts exigibles et différés :
Composants de la charge d'impôt :

	Au 31/12/05	**Au 31/12/04**
Impôts exigibles	2 117	2 592
Impôt exigible sur l'exercice	2 108	2 592
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	9	
Impôt différé	128	- 2
Immobilisations incorporelles et corporelles	51	- 54
Engagements envers le personnel	10	- 24
Provisions	- 11	140
Déficits fiscaux	34	107
Autres	44	- 171
Total	2 245	2 590

Explication de la charge d'impôt :

	Au 31/12/05	**Au 31/12/04**
Résultat net avant impôt	6 455	7 947
Taux d'impôt de la société mère	33,83 %	34,33 %
Profit (charge) d'impôt théorique	2 184	2 728
Incidence des variations de taux d'impôt	- 11	10
Incidence des taux d'imposition étrangers	- 137	- 369
Incidence des différences permanentes	228	108
Incidence des différences temporaires non activées	- 56	- 102

Incidence des déficits de l'exercice non activés	29	134
Autres incidences	8	81
Profit (charge) d'impôt	2 245	2 590

2.9. Résultat net par action. -Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice.
Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social corrigées des détentions par le Groupe de ses propres actions.
Il est par ailleurs donné après effet dilutif de la levée des options d'achats et de souscription d'actions, calculé suivant la méthode du rachat d'actions.
Conformément à la norme IAS 33, les instruments ayant un effet anti-dilutif n'ont pas été retenus dans le calcul.

Les mouvements sur actions se traduisent comme suit :

	Actions ordinaires émises		**Actions auto-détenues**		**Actions en circulation**	
	Clôture	**Moyenne pondérée**	**Clôture**	**Moyenne pondérée**	**Clôture**	**Moyenne pondérée**
Nombre d'actions au 31 décembre 2004	1 318 391					
		1 318 391	2 621	2 621	1 315 770	1 315 770
Acquisitions, cessions, contrat de liquidité						
			27 940	2 762	- 27 940	- 2 762
Annulation d'actions	- 2 621	- 2 621	- 2 621	- 2 621		
Levées d'options de souscription/achat						
	7 941	5 459			7 941	5 459
Nombre d'actions au 31 décembre 2005						
	1 323 711	1 321 229	27 940	2 762	1 295 771	1 318 467

Le résultat par action s'établit comme suit :

	Au 31/12/05	**Au 31/12/04**
Résultat non dilué :		
Résultat net part du groupe	3 954	5 051
Nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice	1 318 467	1 300 438
Résultat par action non dilué (en euros)	3,00	3,88
Résultat dilué :		
Résultat net part du groupe	3 954	5 051
Ajustement pour effet dilutif		
Total	3 954	5 051
Nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice	1 318 467	1 300 438
Ajustement pour effet dilutif		5 303
Total	1 318 467	1 305 741
Résultat par action dilué (en euros)	3,00	3,87

2.10. Goodwill. - Les goodwill ne sont plus amortis depuis la date de transition aux IFRS conformément à la norme IFRS 3 « regroupements d'entreprises ».
Ils font l'objet annuellement d'un test de perte de valeur qui consiste à mesurer la valeur recouvrable des sociétés du groupe faisant l'objet de ce test.
Ces valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir de projections actualisées de flux futurs d'exploitation sur une durée de 10 ans, et d'une valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs est le coût moyen pondéré du capital. Les hypothèses retenues en termes d'évolution du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles.
A la clôture de l'exercice 2005, Apem a réalisé les tests de perte de valeur sur les goodwills se rattachant aux sociétés MEC A/S (goodwill de 968 milliers d'euros) et Apem Components Ltd. (goodwill résultant de l'acquisition de la société O.C.S Ltd. de 1.763 milliers d'euros).
Les principales hypothèses retenue sont les suivantes :
- Taux d'actualisation : 8,2 % ;
- Taux de croissance perpétuel des cash flows : 1,5 %.
Le test annuel sur les goodwills n'a pas conduit à constater de perte de valeur à la clôture 2005.

La variation d'un point du taux d'actualisation et du taux de croissance perpétuel des cash flows n'aurait pas d'incidence sur les résultats des tests à la clôture de l'exercice.

Les goodwills se décomposent comme suit :

	Brut	Amortissements et pertes de valeur	Net
Au 1er janvier 2004	5 446	- 4 478	968
Acquisitions	185		185
Cessions et activités abandonnées			
Comptabilisation d'une perte de valeur			
Reprise de perte de valeur suite à cession			
Différences de conversion	- 29	29	
Au 31 décembre 2004	5 602	- 4 449	1 153
Acquisitions	1 763		1 763
Cessions et activités abandonnées			
Comptabilisation d'une perte de valeur			
Reprise de perte de valeur suite à cession			
Différences de conversion	57	- 57	
Au 31 décembre 2005	7 422	- 4 506	2 916

L'augmentation des goodwills au 31 décembre 2005 pour 1 763 milliers d'euros correspond à l'acquisition de la société OCS Ltd par Apem Components Ltd (cf note 2.2. « regroupements d'entreprises »).

2.11. Immobilisations incorporelles :

Valeurs brutes	Concessions, brevets, licences	Recherche et développement	Autres	Total
Au 1er janvier 2004	1 961	370	2 704	5 035
Acquisitions	54			54
Cessions	- 5		- 1 143	- 1 148
Différences de conversion			- 92	- 92
Au 31 décembre 2004	2 010	370	1 469	3 849
Acquisitions	162			162
Cessions	- 28			- 28
Différences de conversion	- 2	- 2	180	176
Au 31 décembre 2005	2 142	368	1 649	4 159

Amortissements et pertes de valeurs	Concessions, brevets, licences	Recherche et développement	Autres	Total
Au 1er janvier 2004	- 1 584	- 370	- 2 704	- 4 658
Acquisitions	- 85			- 85
Cessions	5		1 143	1 148
Différences de conversion			92	92
Au 31 décembre 2004	- 1 664	- 370	- 1 469	- 3 503
Acquisitions	- 103			- 103
Cessions	26			26
Différences de conversion	2	2	- 180	- 176
Au 31 décembre 2005	- 1 739	- 368	- 1 649	- 3 756

Valeur nette comptable	Concessions, brevets, licences	Recherche et développement	Autres	Total
Au 1er janvier 2004	377			377
Acquisitions	54			54
Amortissements	- 85			- 85
Au 31 décembre 2004	346			346
Acquisitions	162			162
Amortissements	- 103			- 103
Cessions	- 2			- 2
Au 31 décembre 2005	403			403

Frais de recherche et développement en charges de la période	31/12/05	31/12/04
Amortissements de recherche et développement		
Autres charges	1 789	1 781
Total	1 789	1 781

2.12. Immobilisations corporelles :

Valeurs brutes	Terrains	Constructions	Matériel et outillages	Autres	Total
Au 1er janvier 2004	1 098	8 950	26 950	4 297	41 295
Acquisitions		95	1 457	560	2 112
Cessions	- 104	- 2 076	- 1 413	- 407	- 4 000
Différences de conversion	- 22	- 124	- 99	- 77	- 322
Reclassements et autres variations			109	- 109	
Au 31 décembre 2004	972	6 845	27 004	4 264	39 085
Acquisitions		57	931	1 047	2 035
Cessions		- 10	- 25	- 458	- 493
Regroupements d'entreprises			103		103
Différences de conversion	51	283	215	103	652
Reclassements et autres variations			30	36	66
Au 31 décembre 2005	1 023	7 175	28 258	4 992	41 448

Amortissements et pertes de valeurs	Terrains	Constructions	Matériel et outillages	Autres	Total
Au 1er janvier 2004	- 96	- 4 791	- 21 501	- 2 916	- 29 304
Amortissements	- 10	- 348	- 1 348	- 428	- 2 134
Cessions	5	1 474	1 241	373	3 093

Différences de conversion		30	58	47	135
Au 31 décembre 2004	- 101	- 3 635	- 21 550	- 2 924	- 28 210
Amortissements	- 11	- 326	- 1 379	- 494	- 2 210
Cessions		10	20	391	421
Différences de conversion		- 64	- 125	- 71	- 260
Au 31 décembre 2005	- 112	- 4 015	- 23 034	- 3 098	- 30 259

Valeur nette comptable	**Terrains**	**Constructions**	**Matériel et outillages**	**Autres**	**Total**
Au 1er janvier 2004	1 002	4 159	5 449	1 381	11 991
Acquisitions		95	1 457	560	2 112
Amortissements	- 10	- 348	- 1 348	- 428	- 2 134
Cessions	- 99	- 602	- 172	- 34	- 907
Différences de conversion	- 22	- 94	- 41	- 30	- 187
Reclassements et autres variations			109	- 109	
Au 31 décembre 2004	871	3 210	5 454	1 340	10 875
Acquisitions		57	931	1 047	2 035
Amortissements	- 11	- 326	- 1 379	- 494	- 2 210
Cessions			- 5	- 67	- 72
Regroupements d'entreprises			103		103
Différences de conversion	51	219	90	32	392
Reclassements et autres variations			30	36	66
Au 31 décembre 2005	911	3 160	5 224	1 894	11 189

Les contrats de location financement n'ont pas fait l'objet de retraitements compte tenu de leur impact non significatif sur le résultat, les capitaux propres d'ouverture, et la présentation du bilan.

2.13. Immobilisations financières :

	31/12/05		**31/12/04**	
	Valeur comptable	**Juste valeur**	**Valeur comptable**	**Juste valeur**
Créances et prêts	1	1	1	1
Autres	201	201	175	175
Total	202	202	176	176

Les immobilisations financières correspondent à des actifs détenus jusqu'à l'échéance.

2.14. Impôts différés :

	31/12/05	31/12/04
Impôt différé actif par catégories de différences temporaires :		
Immobilisations incorporelles et corporelles	40	92
Engagements envers le personnel	344	354
Provisions	136	120
Déficits fiscaux	272	273
Instruments financiers	- 3	
Autres	198	295
Total	987	1 134
Réduction des actifs d'impôts différés	- 295	- 322
Actifs d'impôts différés (avant compensation)	692	812
Impôt différé passif par catégories de différences temporaires :		
Immobilisations incorporelles et corporelles	216	223
Provisions	231	236
Passifs d'impôts différés (avant compensation)	447	459
Total impôt différé net	245	353

Montré comme suit au bilan :

	31/12/05	31/12/04
Impôt différé actif	692	812
Impôt différé passif	447	459
Total	245	353

La variation de la période est intégralement prise en résultat.

Différences temporelles n'ayant pas donné lieu à la constatation d'un impôt différé (en impôt) :

	31/12/05	31/12/04
Déficit	272	243
Autres différences temporelles	23	79

Echéance des déficits fiscaux n'ayant pas donné lieu à la constatation d'un impôt différé (en base) :

	31/12/05	31/12/04
Année N		
Année N + 1		
Année N + 2	72	
Année N + 3	241	173
Année N + 4	241	200
Année N + 5	241	363
Plus de 5 ans	29	
Total	824	736

Les déficits fiscaux présentés ci-dessus n'ont pas donné lieu à la constatation d'un actif d'impôt différé dans la mesure où ils ne semblent pas récupérables dans un avenir suffisamment proche.

2.15. Stocks :
Décomposition du montant net :

	31/12/05	31/12/04
Matières premières	7 100	5 555
Encours de production et produits finis	7 369	6 675
Marchandises	6 068	5 147
Total brut	20 537	17 377

Dépréciation	- 3 546	- 3 101
Total net	16 991	14 276

Variation de la dépréciation sur l'exercice :

	31/12/05	31/12/04
Ouverture	- 3 101	- 3 536
Dotation	- 643	- 146
Reprise (provision utilisée)	252	554
Reprise (provision non utilisée)		
Différence de conversion	- 54	27
Clôture	- 3 546	- 3 101

A noter qu'Apem Sa a procédé à un changement d'estimation des dépréciations de stocks de marchandises. Ce changement d'estimation a conduit à constater une provision complémentaire de 0,1 million d'euros à la clôture 2005.

2.16. Clients, actif d'impôt exigible et autres créances :

	31/12/05	31/12/04
Clients :		
Montant brut	13 496	13 228
Dépréciation	- 157	- 120
Total net	13 339	13 108
Actif d'impôt exigible	844	378
Autres créances :		
Avances et acomptes sur commandes	8	13
Créances fiscales (hors IS) et sociales	790	658
Compte courant Nord Est	3 117	3 020
Autres créances	549	614
Charges constatées d'avance	562	555
Comptes de régularisation		67
Instruments financiers dérivés actifs	9	
Total	5 035	4 927

Ventilation des clients, actif d'impôt exigible et autres créances (valeurs brutes) :

	31/12/05	31/12/04
A moins d'un an	18 863	17 943
A plus d'un an et moins de cinq ans	512	590
A plus de cinq ans		
Total	19 375	18 533

2.17. Actifs financiers courants :

	31/12/05		31/12/04	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actions				
Obligations				
Parts de Sicav et FCP	594	594	6 484	6 484
Total	594	594	6 484	6 484

Les actifs financiers courants sont intégralement détenues à des fins de transaction.

Ventilation des actifs financiers courants par type de taux (valeurs brutes) :

	31/12/05	31/12/04
Taux fixe		3 774
Taux variable	594	2 710
Total	594	6 484

2.18. Capital et réserves :

Capital	31/12/05			31/12/04		
	Nombre	Nominal (en €)	Montant	Nombre	Nominal (en €)	Montant
Nombre d'actions à l'ouverture	1 318 391	7,70	10 152	1 295 711	7,70	9 977
Augmentation de capital	7 941	7,70	61	22 680	7,70	175
Annulation d'actions propres	- 2 621	7,70	- 20			
Nombre d'actions à la clôture	1 323 711	7,70	10 193	1 318 391	7 ,70	10 152

Les primes et réserves liées au capital se décomposent comme suit :

	31/12/05	31/12/04
Réserve légale	1 015	998
Primes d'émission	1 092	998
Total	2 107	1 996

L'augmentation des primes d'émission pour un montant de 94 milliers d'euros au 31 décembre 2005 résulte de :
- l'exercice de 7.941 options de souscription d'action ayant conduit à l'augmentation des primes d'émission pour 216 milliers d'euros ;
- l'annulation de 2.621 actions propres ayant conduit à la réduction des primes d'émission pour 122 milliers d'euros.

Les titres autodétenus sont comme suit :

	31/12/05			31/12/04		
	Nombre	Prix moyen pondéré (en €)	Montant	Nombre	Prix moyen pondéré (en €)	Montant
Nombre d'actions à l'ouverture	2 621	54,24	142			
Rachat d'actions propres	26 058	55,80	1 454	2 621	54,24	142
Annulation d'actions propres	- 2 621	54,24	- 142			
Nombre d'actions à la clôture	26 058	55,80	1 454	2 621	54,24	142

Conformément au programme de rachat d'actions autorisé par l'assemblée générale du 25 avril 2005, la société a procédé au cours de l'exercice 2005 au rachat de 26.058 actions au prix moyen de 55,80 euros et pour un montant total de 1.454 milliers d'euros. L'objectif de ce programme est d'annuler partiellement ou totalement les actions acquises (conformément à l'autorisation donnée au conseil d'admnistration), assurer la liquidité ou animer le marché du titre Apem, satisfaire aux obligations liées à des programmes d'options sur les actions, ou conserver les actions en vue de leur remise ultérieure à l'échange.

Distribution de dividendes. - Le dividende total versé au cours de l'exercice 2005 est de 2,6 millions d'euros (soit 2,00 euros par action), contre un dividende versé au cours de l'exercice 2004 de 1,4 millions d'euros (soit 1,10 euro par action).

Le dividende au titre de l'exercice 2005 proposé au vote de l'assemblée générale est de 2,50 euros par action, soit un montant total de 3,2 millions d'euros à verser au cours de l'exercice 2006.

2.19. Provisions non courantes :
Valeur au bilan :

	31/12/05	31/12/04
Litiges et contentieux	220	671
Restructurations		
Autres	14	11
Total	234	682

Variation des provisions sur l'exercice :

	Litiges et contentieux	Restructurations	Autres	Total
Au 1er janvier 2005	671		11	682
Mouvements courant, non courant	- 481			- 481
Dotations	40		3	43
Reprises (provisions utilisées)	- 10			- 10
Reprises (provisions non utilisées)				
Au 31 décembre 2005	220		14	234

Echéances attendues :

	Litiges et contentieux	Restructurations	Autres	Total
De un à cinq ans	220			220
Plus de cinq ans			14	14
Total	220		14	234

2.20. Engagements envers le personnel. - Les engagements du groupe Apem concernent principalement la société mère et sont relatifs aux indemnités de fin de carrière et aux gratifications concernant les médailles du travail.

Valeur au bilan :

	31/12/05
Valeur actualisée des obligations partiellement ou totalement financées	1 713
Valeur des fonds	- 420
Valeur actualisée des obligations non financées	233
Ecarts actuariels non encore comptabilisés	
Total	1 526

Variation des obligations au titre des régimes à prestations définies :

	31/12/05
Obligations à l'ouverture	1 927
Coût normal de la période	27
Charge d'intérêt sur la dette actuarielle	87
Pertes et gains actuariels générés	
Prestations versées	- 95
Obligations à la clôture	1 946

Variation de la valeur des fonds :

	31/12/05

Valeur des fonds à l'ouverture	- 403
Rendement attendu des flux	- 17
Prestations payées par les fonds	
Valeur des fonds à la clôture	- 420

Charges comptabilisées au compte de résultat :

	31/12/05
Coût normal de la période	27
Charge d'intérêt sur la dette actuarielle	87
Rendement attendu des flux	- 17
Amortissement des pertes et gains actuariels	
Total	97

Principales hypothèses actuarielles (en %) :

	31/12/05
Taux d'actualisation (1)	2,50
Taux d'augmentation des salaires (1)	1,60
Taux de rendement attendu des actifs	4,50
Taux d'inflation	2,00
(1) Taux au-delà de l'inflation.	

2.21. Passifs financiers non courants :
Détail des passifs financiers :

	31/12/05	**31/12/04**
Emprunts auprès des établissements de crédit	277	870
Emprunts divers		
Total	277	870

Passifs financiers par échéances :

	31/12/05	**31/12/04**
A plus d'un an et moins de cinq ans	277	870
A plus de cinq ans		
Total	277	870

Passifs financiers par monnaies étrangères :

	31/12/05	**31/12/04**
Euros	186	713
Autres	91	157
Total	277	870

Passifs financiers par type de taux :

	31/12/05	**31/12/04**
Taux fixe	5	151
Taux variable	272	719
Total	277	870

Passifs financiers soumis à covenants. - Certains crédits sont assortis de l'engagement de respecter certains ratios financiers ou covenants juridiques usuels. Le montant des passifs financiers dont l'exigibilité est conditionnée au respect des ratios financiers s'élève à 100 milliers d'euros au 31 décembre 2005.

2.22. Provisions courantes :
Valeur au bilan :

	31/12/05	31/12/04
Litiges et contentieux	68	270
Restructurations	1	82
Autres	74	104
Total	143	456

Variation des provisions sur l'exercice :

	Litiges et contentieux	Restructurations	Autres	Total
Au 1er janvier 2005	270	82	104	456
Mouvements courant, non courant	481			481
Dotations	295		53	348
Reprises (provisions utilisées)	- 978	- 34	- 16	- 1 028
Reprises (provisions non utilisées)		- 47	- 67	- 114
Au 31 décembre 2005	68	1	74	143

2.23. Passifs financiers courants :
Détail des passifs financiers :

	31/12/05	31/12/04
Concours bancaires courants	356	512
Partie courante des passifs financiers à long terme	619	1 107
Emprunts auprès des établissements de crédit (court terme)		
Effets escomptés non échus		
Total	975	1 619

Passifs financiers par monnaies étrangères :

	31/12/05	31/12/04
Euros	530	1 037
Autres	445	582
Total	975	1 619

Passifs financiers par type de taux :

	31/12/05	31/12/04
Taux fixe	146	287
Taux variable	829	1 332
Total	975	1 619

2.24. Passifs d'exploitation :

	31/12/05			31/12/04		
	< 1 an	> 1 an	Total	< 1 an	> 1 an	Total
Fournisseurs	6 345	1	6 346	5 733		5 733

Dette d'impôt exigible	551		551	512		512
Autres dettes	5 624	68	5 692	5 224	2	5 226
Total	12 520	69	12 589	11 469	2	11 471

Détails des autres dettes :

	31/12/05	31/12/04
Dettes fiscales et sociales (hors impôt sur les bénéfices)	4 757	4 733
Autres dettes	935	489
Comptes de régularisation		
Instruments financiers dérivés passifs		4
Total	5 692	5 226

2.25. Instruments financiers dérivés :

	31/12/05			31/12/04		
	Valeur nominale	Justes valeurs positives	Justes valeurs négatives	Valeur nominale	Justes valeurs positives	Justes valeurs négatives
Instruments de change :						
Contrats de change à terme ferme USD	737	12		467		- 2
Contrats de change à terme ferme GBP	384		- 3	515		- 2
Total	1 121	12	- 3	982		- 4

Les instruments financiers dérivés mis en place par le groupe satisfont aux critères de comptabilité de couverture (couverture de juste valeur).

2.26. Effectif global moyen :

	31/12/05	31/12/04
Cadres	81	58
Employés	258	257
Ouvriers	806	839
Total	1 145	1 154

2.27. Plans d'intéressement au capital (option de souscription d'actions) en euros :

	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix d'exercice
En circulation au 1er janvier 2005	30 000	40,00
Octroyées	25 000	63,33
Ajustées		
Exercées		
Annulées		
Echues		
En circulation au 31 décembre 2005	55 000	50,60

Echéances des options :

	Plan n°2	Plan n°3

Date d'assemblée	22/05/2003	25/04/2005
Date du conseil d'administration	22/05/2003	25/04/2005
Nombre total d'options de souscription ou d'achat (limites de l'autorisations)	30 000	30 000
Nombre total d'options de souscription ou d'achat (consenties à l'origine)	30 000	25 000
Nombre total de bénéficiaires à l'origine	1	11
Nombre total de bénéficiaires au 31/12/05	1	11
Point de départ d'exercice des options	(1) 01/07/2005	01/07/2007
Date d'expiration	22/05/2009	25/04/2011
Prix de souscription ou d'acquisition d'origine (en €)	40,00	63,33
Prix de souscription ou d'acquisition après réajustement en application des articles 174-12 et 174-13 du décret du 23/03/1967 (en €)	40,00	63,33
Nombre d'options existantes après réajustement en application des articles 174-12 et 174-13 du décret du 23/03/1967	30 000	25 000
Nombre d'actions souscrites ou acquises au 31/12/05		
Nombre d'actions restant à souscrire ou à acquérir	30 000	25 000

(1) exercice par tranches de tiers et sous condition des résultats d'exploitation.

Valeur des options et comptabilisation. – Les options sont évaluées selon le modèle de Black & Scholes.
Les hypothèses retenues pour la valorisation de la juste valeur des options sont les suivantes :

	Plan n°2	**Plan n°3**
Volatilité attendue	36%	32%
Taux sans risque appliqué	4,4%	3,1%
Taux de distribution	3,0%	3,0%

La charge comptabilisée sur l'exercice 2005 au titre de ces plans est de 235 milliers d'euros (en charges de personnel avec pour contrepartie les réserves consolidées), contre 149 milliers d'euros sur l'exercice 2004.

2.28. Engagements hors bilan :
Passifs financiers couverts par des sûretés réelles :

	31/12/05	**31/12/04**
Hypothèques sur immeubles	181	236
Nantissement de titres		
Nantissement de matériel	85	457
Nantissement de fonds de commerce		
Total	266	693

Paiements minimaux futurs des locations :

	31/12/05	**31/12/04**
Locations simples	1 984	1 166

Echéancier des paiements des locations :

	31/12/05	31/12/04
Moins d'un an	520	160
Plus d'un an et moins de cinq ans	537	509
Plus de cinq ans	927	497
Total	1 984	1 166

Engagement de rachat de titres. – Néant.

Autres engagements donnés :

	31/12/05	31/12/04
Autres cautions et sûretés au profit de tiers	167	113
Autres engagements donnés	236	279
Total	403	392

Engagements reçus :

	31/12/05	31/12/04
Avals, cautions et garanties reçues	113	113
Engagements financiers	15 000	15 000
Autres engagements reçus	472	430
Total	15 585	15 543

Les engagements financiers reçus pour 15 millions d'euros correspondent à des conventions de crédit. Les autres engagements reçus intègrent les engagements d'indemnités de départ à la retraite couverts par une compagnie d'assurances pour 421 milliers d'euros.

2.29. Objectifs et politique de gestion des risques financiers. - En raison de la nature de son activité, de la diversité de ses clients et de la structure des engagements financiers, le groupe a une exposition limitée aux risques financiers.
- Risque pays. - En dehors de l'Europe, les filiales des sociétés du groupe sont situés dans les pays suivants : Etats-Unis, Tunisie, Chine et Mexique. Les actifs situés dans ces pays représentent 15% des actifs consolidés du groupe.
- Risque de change. - En matière commerciale, les sociétés du groupe réalisent l'essentiel de leurs transactions dans leurs devises locales respectives. Certaines transactions entre sociétés du groupe sont exposées au risque de change, notamment sur le dollar et la livre sterling. La politique des sociétés du groupe concernées, sauf cas particulier, est de mettre en place des instruments financiers dérivés (contrats de change à terme ferme) qui ont pour objet de réduire le risque de variation des cours de change sur ces devises. Le groupe n'effectue pas de consolidation des flux en devises en vue de leur couverture globale. Le détail des instruments financiers par devise est donnée dans la note 2.25..
Les emprunts sont généralement souscrits par les sociétés du groupe dans leur devise locale. Les emprunts en euros représentent 57% des passifs financiers consolidés du groupe à la clôture 2005, les autres emprunts étant pour l'essentiel libellés en dollar.
En matière de consolidation, les comptes annuels des sociétés étrangères dont la devise locale est différente de l'euro sont convertis selon la méthode suivante : leur bilan est converti au taux de clôture ; leur compte de résultat est converti au taux moyen de l'exercice. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées en écart de conversion inclus dans les capitaux propres consolidés.
- Risque matière première. - Les expositions les plus fortes aux risques de variations de cours des matières premières concernent le plastique, et certaines catégories de métaux (laiton, argent et or). L'exposition est réduite du fait que ces matières représentent une faible part des achats. De plus, le groupe limite son exposition grâce à une forte intégration industrielle et à une politique achat structurée.
- Risque de taux. - Compte tenu du faible niveau d'endettement du groupe à la clôture 2005 et de la structure de l'endettement, l'exposition au risque de taux est limitée. La variation d'un point du taux des emprunts à taux variable aurait un impact non significatif sur les résultats consolidés.
- Risque de contrepartie. - Les couvertures de change sont effectuées auprès d'établissements bancaires de premier plan. Les placements de trésorerie sont effectuées auprès d'établissements bancaires de premier plan utilisant des OPCVM de trésorerie et billets à court terme, la trésorerie n'étant ainsi pas affectée par le risque action.
Le risque crédit est couvert à l'export pour les sociétés du groupe concernées auprès d'assureurs de premier plan. La concentration des risques est généralement limitée par le fait que le groupe sert un nombre important de clients, et fait l'objet d'un suivi régulier.
- Risque de liquidité. - Compte tenu du faible niveau d'endettement du groupe à la clôture 2005 et de son niveau de trésorerie disponible, l'exposition au risque de liquidité est très limitée. Le groupe dispose par ailleurs de conventions de crédits confirmées (non tirées à la clôture 2005). Certains emprunts sont assortis de l'engagement de respecter certains ratios financiers ou covenants juridiques usuels. Le non respect de ces critères pourrait enraîner le remboursement anticipé immédiat de ces encours (0,3 million d'euros à la clôture 2005).
- Risque actions. - A la clôture de l'exercice 2005, le groupe détient 26.058 de ses propres actions. Une baisse de 10% du cours par rapport au cours moyen de l'année 2005 aurait une incidence de 0,15 million d'euros sur le résultat consolidé avant impôt.

2.30. Transactions avec les parties liées :
Les transactions avec la société mère sont détaillées comme suit :

	31/12/05	31/12/04
Consommations en provenance de tiers	- 1 184	- 1 136
Intérêts financiers	97	20

Les actifs et passifs inscrits au bilan relatifs à la société mère sont les suivants :

	31/12/05	31/12/04
Autres actifs		
Autres passifs	114	114
Trésorerie nette	3 117	3 020

Les administrateurs et les dirigeants (membres du comité de direction d'Apem Sa, composé de huit personnes) sont ceux présents sur l'exercice. Les rémunérations et avantages attribués aux administrateurs et dirigeants compris dans le résultat net se décomposent comme suit :

	31/12/05	31/12/04
Avantages à cout terme :		
Rémunérations fixes	874	858
Rémunérations variables	220	136
Jetons de présence	15	24
Autres avantages	159	56
Autres avantages :		
Avantages postérieurs à l'emploi		
Rémunérations payées en actions		
Total	1 268	1 074

2.31. Actifs et passifs éventuels. – Néant.

2.32. Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice. – Néant.

2.33. Principaux cours de conversion (pour 1 euro) :

	Monnaies étrangères	Taux moyen	Taux de clôture
Etats-Unis	USD	1,2448	1,1797
Grande-Bretagne	GBP	0,6839	0,6853
Suède	SEK	9,2800	9,3885
Tunisie	DT	1,6121	1,6114
Danemark	DKK	7,4517	7,4605
Chine	RMB	10,2043	9,5204
Mexique	MXN	13,5686	12,5358

2.34. Liste des filiales consolidées :

	% détenu par Apem	Méthode de consolidation	Siège	Pays
Apem Components Ltd	90,00	I.G.	Bucks/Oxford	Angleterre
Apem Bauelemente GmbH	100,00	I.G.	Munich	Allemagne
Apem Benelux Nv	90,00	I.G.	Zaventem/Bruxelles	Belgique
Apem B.V.	90,00	I.G.	Den Haag	Hollande
Apem Ab	90,00	I.G.	Stockholm	Suède
MEC A/S	100,00	I.G.	Ballerup/Copenhague	Danemark
Apem Italia Srl	100,00	I.G.	Marene/Cueno	Italie
Sacema	99,66	I.G.	Ariana/Tunis	Tunisie
Sacelec	99,43	I.G.	Ariana/Tunis	Tunisie
Samelec	99,43	I.G.	Zaghouan	Tunisie
Apem Components Inc	100,00	I.G.	Haverhill/Massachussets	Etats-Unis
Apem Mexico S.A. de CV	99,96	I.G.	Santiago de Queretaro/ Queretaro	Mexique

Apem (Wujin) Electronic Co. Ltd	100,00	I.G.	Henglin Town of Wujin/ Jiangsu Province	Chine
Groupe Qwertec	99,77	I.G.	Caussade	France

Le pourcentage d'intérêt et de contrôle de la filiale allemande a été porté de 90% à 100%.

2.35. Identité de la société mère. – Apem est consolidée par intégration globale dans les comptes de Nord-Est : 15, boulevard de l'Amiral Bruix, 75116 Paris.

Note 3. – Effets de la première application des IFRS.

(En milliers d'euros.)

Cette note détaille, d'une part les principes retenus pour la constitution du bilan d'ouverture IFRS au 1er janvier 2004, et d'autre part les divergences avec les principes comptables français antérieurement appliqués et leurs effets chiffrés sur le bilan d'ouverture et de clôture et sur les résultats de l'exercice 2004.
Le bilan d'ouverture au 1er janvier 2004 est établi conformément aux dispositions de la norme IFRS 1 « première application du référentiel IFRS » et suivant les normes IAS / IFRS applicables et telles qu'adoptées par l'union européenne au 31 décembre 2005.
En particulier, les comptes IFRS 2004 sont établis conformément aux normes :
- IAS 39 « instruments financiers : comptabilisation et évaluation » ;
- IFRS 2 « paiement fondé sur des actions ». Publiée par l'IASB le 19 février 2004, cette norme a été adoptée par la commission européenne le 7 février 2005.

3.1. Modalités de première application IFRS :
A. Principe général. - Le groupe doit appliquer rétrospectivement sur toutes les périodes présentées et sur son bilan d'ouverture les principes comptables qui sont en vigueur à la date de clôture des premiers états financiers IFRS. En conséquence, le bilan d'ouverture IFRS au 1er janvier 2004 intègre les divergences suivantes par rapport au bilan au 31 décembre 2003 présenté selon le règlement CRC 99-02 :
- élimination des actifs et passifs comptabilisés sous le précédent référentiel qui ne répondent pas aux définitions ou critères de comptabilisation des IFRS ;
- comptabilisation et évaluation selon les IFRS de tous les actifs et passifs qui répondent aux définitions et critères de comptabilisation de ces normes, y compris ceux qui n'étaient pas comptabilisés sous le précédent référentiel ;
- reclassement éventuel de certaines rubriques du bilan conformément aux IFRS.
L'incidence de ces ajustements est comptabilisée directement en contrepartie des capitaux propres d'ouverture.

B. Dérogations facultatives retenues par le groupe. - Conformément à la norme IFRS 1, les options suivantes ont été retenues :
- juste valeur ou réévaluation utilisée comme coût présumé (IAS 16) : le groupe a maintenu les immobilisations au coût historique amorti, sans procéder à aucune réévaluation ;
- écarts de change liés à une activité à l'étranger : les écarts de conversion existants au 1er janvier 2004 ont été reclassés en réserves consolidées (sans impact sur les capitaux propres) ;
- regroupements d'entreprises : les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2004 n'ont pas été retraités, conformément à IFRS 3 « regroupement d'entreprises ».

C. Présentation des états financiers. - Conformément à la norme IAS 1 « présentation des états financiers », les principes généraux retenus pour la présentation des états financiers sont les suivants :
- compte de résultat : compte tenu de la pratique et de la nature de l'activité, la présentation du compte de résultat par nature de produits et de charges, jugée préférable à la présentation par fonction, a été maintenue ;
- bilan : les principales modifications concernent la ventilation des actifs et des passifs entre courants et non courants ;
- tableau des flux de trésorerie : aucune modification du au changement de référentiel n'étant apportée à la trésorerie, les seules différences apportées par rapport à la présentation antérieure consistent en des reclassements et indications plus détaillées.

3.2. Passage aux normes IAS/IFRS au 1er janvier 2004 :
Bilan au 1er janvier 2004 en normes IAS/IFRS :

Actif	**Normes françaises**	**Reclassements**			**Retraitements Impacts IFRS**	**Normes IAS/IFRS**
		Provisions	**Impôts**	**Autres**		
		Note 1			**Note 2**	
Actif non courant :						
Goodwill	968					968
Immobilisations incorporelles	377					377
Immobilisations corporelles	11 991					11 991
Immobilisations financières	198					198
Actif d'impôts différés			(a) 319			319

Total I	13 534		319			13 853
Actif courant :						
Stocks et encours	13 556					13 556
Clients et comptes rattachés	12 635					12 635
Actif d'impôt exigible			(a) 1 955		(*) 74	2 029
Actifs d'impôts différés			(a) 465			465
Autres créances et comptes de régularisation	3 854		- 2 739		(g) 3	1 118
Actifs financiers courants	8 297					8 297
Disponibilités	5 310					5 310
Total II	43 652		- 319		77	43 410
Total du passif (I + II)	57 186				77	57 263

(*) Première comptabilisation de la provision pour médailles du travail au 1er janvier 2004.

Passif	**Normes françaises**	**Reclassements**			**Retraitements Impacts IFRS**	**Normes IAS/IFRS**
		Provisions	**Impôts**	**Autres**		
		Note 1			**Note 2**	
Capitaux propres :						
Capital	9 977					9 977
Primes, réserves liées au capital	1 380					1 380
Actions détenues en propre						
Réserves consolidées	27 665			- 1 956	(f) - 139	25 570
Résultat de l'exercice – part du groupe	- 2 067					- 2 067
Ecarts de conversion	- 1 956			(d) 1 956		
Total I	34 999				- 139	34 860
Intérêts minoritaires (II)	1 576					1 576
Passif non courant :						
Provisions pour risques et charges	2 721	- 2 282	- 427			12
Engagements de retraite et autres avantages assimilés		(b) 1 188			(*) 215	1 403
Passifs d'impôts différés			(a) 406			406
Passifs financiers	4 607			- 2 616		1 991
Total III	7 328	- 1 094	- 21	- 2 616	215	3 812
Passif courant :						
Provisions pour risques et charges		(b) 1 094				1 094
Passifs financiers à court terme				(c) 2 616		2 616
Fournisseurs et comptes rattachés	5 711					5 711
Passif d'impôt exigible			(a) 403			403
Passifs d'impôts différés			(a) 21		1	22
Autres passifs et comptes de régularisation	7 572		- 403			7 169
Total IV	13 283	1 094	21	2 616	1	17 015
Total de l'actif (I + II + III + IV)	57 186				77	57 263

(*) Première comptabilisation de la provision pour médailles du travail au 1er janvier 2004.

Les informations relatives aux reclassements sont exposées au paragraphe 3.5. « reclassements et retraitements IAS / IFRS » - Note 1.
Les informations relatives aux retraitements sont exposées au paragraphe 3.5. « reclassements et retraitements IAS / IFRS » - Note 2.

Etat de rapprochement des capitaux propres au 1er janvier 2004 :

Capitaux propres consolidés	**Capital**	**Réserves liées au capital**	**Actions détenues en propre**	**Réserves consolidées**	**Résultat**	**Ecarts de conver-sion**	**Total part du groupe**

Normes françaises publiées	9 977	1 380		27 665	- 2 067	- 1 956	34 999
Première comptabilisation de la provision pour médailles du travail				- 141			- 141
Normes françaises proforma	9 977	1 380		27 524	- 2 067	- 1 956	34 858
Juste valeur nette d'impôt des instruments financiers (IAS 32/39)				2			2
Reclassement des écarts de conversion à l'ouverture en réserves consolidées				- 1 956		1 956	
Normes IAS/IFRS	9 977	1 380		25 570	- 2 067		34 860

Le passage aux normes IAS/IFRS n'a pas d'impact sur le total des intérêts minoritaires au 1er janvier 2004.

3.3. Passage aux normes IAS/IFRS au 31 décembre 2004 :
Synthèse des impacts de la transition aux normes IAS/IFRS sur les chiffres clés 2004 :

Bilan consolidé	Normes françaises	Reclassements	Retraitements	Normes IAS/IFRS
Capital	10 152			10 152
Capitaux propres – part du groupe	38 966		74	39 040
Valeurs immobilisées nettes / actif non courant	12 474	354	76	12 904
Trésorerie nette	13 725			13 725
Total du bilan	57 192		77	57 269

Compte de résultat consolidé	Normes françaises	Reclassements	Retraitements	Normes IAS/IFRS
Chiffre d'affaires	65 496	- 152	- 3	65 341
Résultat opérationnel courant	8 391	- 152	- 152	8 087
Résultat après impôt	5 432		- 75	5 357
Résultat net part du groupe	5 126		- 75	5 051

Bilan au 31 décembre 2004 en normes IAS/IFRS :

Actif	Normes françaises	Reclassements			Retraitements Impacts IFRS	Normes IAS/IFRS
		Provisions	Impôts	Autres		
		Note 1			Note 2	
Actif non courant :						
Goodwill	1 077				(e) 76	1 153
Immobilisations incorporelles	346					346
Immobilisations corporelles	10 875					10 875
Immobilisations financières	176					176
Actif d'impôts différés			(a) 354			354
Total I	12 474		354		76	12 904
Actif courant :						
Stocks et encours	14 276					14 276

Clients et comptes rattachés	13 108					13 108
Actif d'impôt exigible			(a) 378			378
Actifs d'impôts différés			(a) 457		1	458
Autres créances et comptes de régularisation	6 116		- 1 189			4 927
Actifs financiers courants	6 484					6 484
Disponibilités	4 734					4 734
Total II	44 718		- 354		1	44 365
Total du passif (I + II)	57 192				77	57 269

Passif	**Normes françaises**	**Reclassements**			**Retraitements**	**Normes IAS/IFRS**
		Provisions	**Impôts**	**Autres**	**Impacts IFRS**	
		Note 1			**Note 2**	
Capitaux propres :						
Capital	10 152					10 152
Primes, réserves liées au capital	1 996					1 996
Actions détenues en propre	- 142					- 142
Réserves consolidées	24 032			- 1 956	(f) 149	22 225
Résultat de l'exercice – part du groupe	5 126				- 75	5 051
Ecarts de conversion	- 2 198			(d) 1 956		- 242
Total I	38 966				74	39 040
Intérêts minoritaires (II)	1 148					1 148
Passif non courant :						
Provisions pour risques et charges	3 121	- 1 980	- 459			682
Engagements de retraite et autres avantages assimilés		(b) 1 524				1 524
Passifs d'impôts différés			(a) 430			430
Passifs financiers	2 489			- 1 619		870
Total III	5 610	- 456	- 29	- 1 619		3 506
Passif courant :						
Provisions pour risques et charges		(b) 456				456
Passifs financiers à court terme				(c) 1 619		1 619
Fournisseurs et comptes rattachés	5 733					5 733
Passif d'impôt exigible			(a) 512			512
Passifs d'impôts différés			(a) 29			29
Autres passifs et comptes de régularisation	5 735		- 512		(g) 3	5 226
Total IV	11 468	456	29	1 619	3	13 575
Total de l'actif (I + II + III + IV)	57 192				77	57 269

Les informations relatives aux reclassements sont exposées au paragraphe 3.5. « reclassements et retraitements IAS / IFRS » - Note 1.
Les informations relatives aux retraitements sont exposées au paragraphe 3.5. « reclassements et retraitements IAS / IFRS » - Note 2.

Compte de résultat au 31 décembre 2004 en normes IAS/IFRS :

	Normes françaises	Reclassements			Retraitements	Normes IAS/IFRS
		Provisions	Transfert de charges	Eléments financiers	Impacts IFRS	
		Note 3			Note 4	
		(a)	(b)	(c)		
Chiffre d'affaires	65 496			- 152	(f) - 3	65 341
Autres produits	1 298	- 393	- 647			258
Variation de stock de produits finis et encours	- 303	- 43				- 346
Consommation en provenance de tiers	32 438	- 73	- 412			31 953
Charges de personnel	21 588	122	- 235		(e) 149	21 624
Impôts et taxes	1 192					1 192
Amortissements	2 228					2 228
Variation des provisions	- 427	485				58
Autres produits et charges d'exploitation	- 227					- 227
Résultat opérationnel courant	8 391			- 152	- 152	8 087
Autres produits et charges opérationnels	- 220			- 6		- 226
Résultat opérationnel	8 171			- 158	- 152	7 861
Résultat financier net	- 72			158		86
Impôts exigibles et différés	2 591				- 1	2 590
Amortissement des goodwills	76				(d) - 76	
Résultat après impôts	5 432				- 75	5 357
Intérêts minoritaires	306					306
Résultat net – part du groupe	5 126				- 75	5 051

Les informations relatives aux reclassements sont exposées au paragraphe 3.5. « reclassements et retraitements IAS / IFRS » - Note 3.
Les informations relatives aux retraitements sont exposées au paragraphe 3.5. « reclassements et retraitements IAS / IFRS » - Note 4.

Tableau de flux de trésorerie au 31 décembre 2004 en normes IAS/IFRS :

	Normes françaises	Reclassements	Retraitements	Normes IAS/IFRS
Flux net de trésorerie généré par l'activité	5 446			5 446
Résultat net après impôts	5 432		- 75	5 357
Amortissements	2 304		- 76	2 228
Variation des provisions	- 483			- 483
Charges et produits calculés liés aux stocks-options et assimilés			149	149
Plus ou moins-values de cessions d'actifs	135			135
Impôts différés	- 1		- 1	- 2
Charges d'impôt exigible		2 592		2 592
Impôt versé		- 955		- 955

Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	- 1 941	- 1 637	3	- 3 575
Flux net de trésorerie lié aux opérations l'investissement	- 1 687			- 1 687
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	- 54			- 54
Acquisitions d'immobilisations corporelles	- 2 112			- 2 112
Acquisitions d'immobilisations financières	- 527			- 527
Produit de cession d'immobilisations	977			977
Variation des fournisseurs d'immobilisations	29			29
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	- 3 225			- 3 225
Augmentation de capital	791			791
Rachat et revente d'actions propres				
Dividendes versés :				
Aux actionnaires de la société mère	- 1 425			- 1 425
Aux minoritaires des sociétés intégrées	- 539			- 539
Augmentation des passifs financiers				
Diminution des passifs financiers	- 2 052			- 2 052
Incidence des variations de taux de conversion et divers	139			139
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	673			673
Trésorerie d'ouverture	13 052			13 052
Trésorerie de clôture	13 725			13 725

Aucune modification due au changement de référentiel n'est apportée à la trésorerie.
Les seules différences par rapport à la présentation antérieure en normes françaises consistent en :
- des reclassements sur le détail des impôts versé / exigible ;
- des retraitements symétriques à ceux opérés sur le résultat.

3.5. Reclassements et retraitements IAS / IFRS :
Note 1 : Reclassements bilantiels :
Principes généraux. - Les comptes de bilan ont fait l'objet de reclassements afin de respecter les règles de présentation liées aux IFRS, qui portent pour l'essentiel sur le classement des actifs et des passifs entre « courants » et « non courants ». En conséquence :

- Les « actifs courants » comprennent obligatoirement les créances clients, les stocks et tous les autres actifs qui respectent l'une des trois conditions suivantes :
* l'entreprise s'attend à pouvoir réaliser l'actif, le vendre ou le consommer dans le cadre du cycle normal d'exploitation de l'entreprise (le cycle normal d'exploitation d'une entreprise désigne la période s'écoulant entre l'acquisition des matières premières entrant dans un processus d'exploitation et leur réalisation sous forme de trésorerie ou d'un instrument immédiatement convertible en trésorerie),
* l'actif est essentiellement détenu à des fins de transaction ou pour une durée courte et l'entreprise s'attend à le réaliser dans les douze mois suivant la date de clôture,
* l'actif est de la trésorerie dont l'utilisation n'est pas soumise à restrictions ;
- Les « passifs courants » comprennent obligatoirement les dettes fournisseurs et tous les autres passifs qui respectent l'une des deux conditions suivantes :
* le passif va être réglé dans le cadre du cycle d'exploitation normal de l'entreprise,
* le passif doit être réglé dans les douze mois après la date de clôture de l'exercice.

(a) Impôt exigible et impôts différés. - Les actifs d'impôt, antérieurement présentés dans le poste « autres créances et comptes de régularisation », et les passifs d'impôt, antérieurement présentés dans le poste « autres passifs et comptes de régularisation » en normes françaises, sont présentés, en IFRS, dans des rubriques séparées au sein du bilan.
Les impôts différés actifs, antérieurement présentés dans le poste « autres créances et comptes de régularisation », et les impôts différés passifs, antérieurement présentés dans le poste « provisions pour risques et charges » en normes françaises, sont présentés, en IFRS, dans des rubriques séparées au sein du bilan.

(b) Provisions. - Les provisions pour risques et charges, ainsi que les engagements de retraite et autres avantages assimilés, antérieurement présentées dans le poste « provisions pour risques et charges » en normes françaises, sont présentées, en IFRS, dans des rubriques séparées au sein du bilan (courant / non courant).

(c) Passifs financiers. - Les passifs financiers, antérieurement présentés dans le poste « emprunts et dettes financières » en normes françaises, sont présentées, en IFRS, dans des rubriques séparées au sein du bilan (courant / non courant).

(d) Ecarts de conversion. - Le cumul total du compte « écarts de conversion » au 1er janvier 2004 a été imputé sur les réserves consolidées, n'entraînant aucun impact sur les capitaux propres.

Note 2 : Retraitements bilantiels :
(e) Amortissement des goodwills (IAS 36). - A la date de transition aux normes IFRS, soit à partir du 1er janvier 2004, les goodwills ne sont plus amortis. Aucun retraitement des opérations de regroupement antérieures au 1er janvier 2004 n'a été pratiqué.
En conséquence, seule la charge liée à l'amortissement des goodwills de l'exercice 2004 a été annulée au 31 décembre 2004.

(f) Paiement fondé sur des actions (IFRS 2). - La juste valeur des options d'achat d'actions accordées depuis le 7 novembre 2002, initialement non reconnue en normes françaises, a été comptabilisée en IFRS. La valeur des options, considérée comme coûts des services rendus par le personnel en contrepartie des options reçues, doit être comptabilisée linéairement sur la période d'acquisition des droits.
En conséquence, les options d'achat d'actions accordées entre le 7 novembre 2002 et le 31 décembre 2003 ont été évaluées à leur juste valeur.
Au 31 décembre 2004, la quote part de valeur relative à l'exercice a été imputée sur le poste « charges de personnel », la contrepartie étant portée sur le poste « réserves consolidées ». L'impact net sur les capitaux propres est donc nul.

(g) Instruments financiers (IAS 39). - Les normes IAS 32 et 39 relatives aux instruments financiers ont été appliquées à partir du 1er janvier 2004. Les principes comptables sont décrits en note 1.12.C.
En conséquence, les instruments financiers de couverture (essentiellement des ventes à terme de monnaies étrangères) ont été évalués à leur juste valeur au 1er janvier 2004, et ont été enregistrés dans le poste de bilan « autres créances et comptes de régularisation ». L'impact net d'impôt différé a été enregistré directement en capitaux propres.
Au 31 décembre 2004, les instruments financiers de couverture (essentiellement des ventes à terme) ont été évalués à leur juste valeur au 31 décembre 2004, et ont été enregistrés dans le poste de bilan « autres passifs et comptes de régularisation ». L'impact négatif a été enregistré dans le compte de résultat, dans le poste « chiffre d'affaires ».

Note 4. – Reclassements résultat.

Principes généraux. - Certaines rubriques du compte de résultat ont fait l'objet de reclassements afin de respecter les règles de présentation liées aux IFRS.
Outre les reclassements énoncés ci-dessous, la suppression du « résultat exceptionnel » en normes IFRS conduit désormais le groupe à enregistrer certaines opérations dans le poste « autres produits et charges opérationnels » dont la définition est donnée dans la note 1.7. .

(a) Provisions. - Les reprises de provisions, antérieurement enregistrées dans le poste « autres produits », ainsi que les dotations aux provisions, antérieurement enregistrées dans le poste « dotation aux amortissements et provisions » en normes françaises, sont classées, en IFRS, comme suit :
- d'une manière générale, les reprises de provisions sont enregistrées en déduction des dotations aux provisions de même nature ;
- les variations de provisions sur stocks sont désormais classées au même niveau que la variation de stock correspondante ;
- les variation de provisions relatives aux avantages liés au personnel (par exemple les indemnités de fin de carrière des sociétés françaises) sont désormais classées en charges de personnel.

(b) Transferts de charges. - Les transferts de charges antérieurement classés dans le poste « autres produits » en normes françaises, sont portés, en IFRS, en déduction des comptes de charges correspondants.

(c) Eléments financiers. - L'escompte commercial client, antérieurement comptabilisé dans le poste « charges financières » en normes françaises, figure, en IFRS, en déduction du poste « chiffre d'affaires ».
Les écarts de change sur opérations commerciales, antérieurement comptabilisés dans les postes « produits financiers » ou « charges financières » en normes françaises, sont désormais classés, en IFRS, au même niveau que l'opération principale à laquelle ils se rapportent (soit dans le poste « chiffre d'affaires », soit dans le poste « consommation en provenance de tiers »).

Note 5. – Retraitements résultat.

(d) Amortissement des goodwills (IAS 36). - La charge liée à l'amortissement des goodwills de l'exercice 2004 a été annulée au 31 décembre 2004.

(e) Paiement sur la base d'actions (IFRS 2). - Au 31 décembre 2004, la quote part de valeur relative à l'exercice a été imputée sur le poste « charges de personnel », la contrepartie étant portée sur le poste « réserves consolidées ».

(f) Instruments financiers (IAS 39). - Au 31 décembre 2004, les instruments financiers de couverture ont été évalués à leur juste valeur au 31 décembre 2004, et ont été enregistrés dans le poste de bilan « autres passifs et comptes de régularisation ». L'impact négatif a été enregistré dans le compte de résultat, dans le poste « chiffre d'affaires ».

0604043